



Communiqué de presse

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2009

(Toronto, Ontario – le 28 mai 2009) – La Banque CIBC (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé une perte nette de 51 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009, comparativement à une perte nette de 1,1 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte diluée par action s'est élevée à 0,24 \$, par rapport à la perte diluée par action de 3,00 \$ du deuxième trimestre de 2008. La perte diluée par action (comptabilité de caisse) s'est élevée à 0,21 \$¹, par rapport à la perte diluée par action (comptabilité de caisse) de 2,98 \$¹ du deuxième trimestre de 2008.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC et le ratio du total des fonds propres sont restés solides, soit respectivement 11,5 % et 15,9 % au 30 avril 2009. Au cours du trimestre, la Banque CIBC a solidifié sa position de fonds propres au moyen de l'émission de 525 M\$ d'actions privilégiées et de 1,6 G\$ de billets de catégorie 1 par l'entremise de CIBC Capital Trust.

« Nos activités essentielles ont affiché une bonne performance au cours du trimestre. Les résultats de Marchés de détail CIBC sont restés solides malgré le contexte économique difficile, et les services bancaires de gros CIBC ont produit un bon flux de revenu tout en faisant davantage de progrès dans le domaine du risque et en contrôlant les frais, précise Gerald T. McCaughey, président et chef de la direction de la Banque CIBC. Nous avons maintenu le cap sur la solidité du bilan comme en fait foi le ratio des fonds propres de première catégorie qui est l'un des plus solides parmi les banques d'Amérique du Nord. »

« Les pertes liées aux activités de crédit structuré ont eu une incidence sur les résultats de la Banque CIBC, mais la plupart de ces pertes ont été subies au début du trimestre, soit avant l'amélioration de la conjoncture des marchés, ajoute M. McCaughey. La détérioration de l'économie en général a semblé ralentir et les liquidités ont augmenté au cours du trimestre, deux éléments qui sont des signes encourageants de reprise à l'aube du second semestre de l'exercice. »

Les résultats pour le deuxième trimestre de 2009 ont été influencés par les éléments d'importance suivants qui, regroupés, ont donné lieu à une incidence négative représentant 1,65 \$ par action :

- € perte liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation de 475 M\$ (324 M\$ après impôts, ou 0,85 \$ par action), découlant principalement de la détérioration de la qualité du crédit des garants financiers, plus particulièrement au début du deuxième trimestre, ainsi que des pertes liées à

l'évaluation à la valeur du marché de certaines positions sous-jacentes du portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation couvertes par les garants financiers. Ces facteurs ont été atténués par un recul de la juste valeur des billets à recours limité payables à Cerberus et des gains liés à l'évaluation à la valeur du marché, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, sur les contrats de dérivés de crédit souscrits qui ne sont pas appariés ou les titres de couverture détenus jusqu'à l'échéance;

- un montant de 168 M\$ (115 M\$ après impôts, ou 0,30 \$ par action) représentant l'incidence négative du rétrécissement des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit contenus dans le programme de couverture des prêts aux entreprises de la Banque CIBC. Ces pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché ont inversé les gains réalisés précédemment et ont été subies plus tard au cours du deuxième trimestre alors que la conjoncture des marchés s'améliorait;
- un gain de change de 159 M\$ (3 M\$ après impôts, ou 0,01 \$ par action) sur les activités de rapatriement;
- des baisses de valeur de 100 M\$ (65 M\$ après impôts, ou 0,17 \$ par action) relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et d'autres activités en voie de liquidation;
- une provision pour pertes sur créances de 65 M\$ (44 M\$ après impôts, ou 0,11 \$ par action) inscrite à la provision générale;
- des radiations d'actifs d'impôts futurs de 57 M\$ (0,15 \$ par action);
- des pertes ou des baisses de valeur nettes de 49 M\$ (29 M\$ après impôts, ou 0,08 \$ par action) du portefeuille inactif de Banque d'affaires.

La perte nette de 51 M\$ pour le deuxième trimestre de 2009 se comparait au bénéfice net de 147 M\$ du trimestre précédent. Pour le deuxième trimestre de 2009, la perte diluée par action de 0,24 \$ et la perte diluée par action (comptabilité de caisse) de 0,21 \$¹ se comparent respectivement au bénéfice dilué par action de 0,29 \$ et au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 0,31 \$¹ du trimestre précédent qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, représentaient une incidence négative de 1,36 \$ par action.

Le point sur les priorités d'entreprise

Solidité du capital

La Banque CIBC continue de mettre l'accent sur la solidité des fonds propres, ce qui constitue un de ses objectifs principaux.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC s'établit à 11,5 %, soit parmi les plus élevés des grandes banques d'affaires en Amérique du Nord, et dépasse nettement sa cible de 8,5 % et les exigences minimales de 7,0 % en matière de fonds propres réglementaires. Grâce à la solidité de ses fonds propres, la Banque CIBC est en bonne position malgré l'incertitude des marchés, et

elle continue d'investir dans ses activités essentielles en vue de la croissance future.

Solidité de l'entreprise

Marchés de détail CIBC a affiché un bénéfice net de 390 M\$. Les résultats de Marchés de détail CIBC au cours du deuxième trimestre reflètent l'accent mis sur l'atteinte d'un équilibre entre la croissance et les dépenses et le contrôle du risque dans le contexte actuel.

Les revenus de 2,3 G\$ ont été comparables à ceux du deuxième trimestre de 2008. La croissance des volumes et la hausse des revenus générés par FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) ont été neutralisées par le rétrécissement des marges et l'incidence du recul des marchés des actions. Les revenus du deuxième trimestre de 2008 comprenaient une perte de 22 M\$ liée au premier appel public à l'épargne de Visa.

Les frais ont fléchi, passant de 1 380 M\$ il y a un an à 1 304 M\$. Cette amélioration est principalement attribuable à la diminution de la rémunération liée au rendement, en partie contrebalancée par l'incidence négative de l'affaiblissement du dollar canadien au moment de la conversion des frais de FirstCaribbean libellés en dollars américains.

Les pertes sur créances ont atteint 403 M\$, une hausse de 209 M\$ par rapport à la même période en 2008, et comprenaient un montant de 90 M\$ au titre de l'augmentation des provisions pour pertes futures. En outre, les pertes sur créances reflètent la hausse des provisions du portefeuille de cartes de crédit découlant de l'accentuation des comptes en souffrance et de l'augmentation du nombre de faillites liée à la détérioration du contexte économique.

Au cours du trimestre, les activités de détail de la Banque CIBC ont continué d'être axées sur l'offre d'un meilleur accès, d'une souplesse accrue et de plus de choix aux clients :

- la Banque CIBC a ouvert et agrandi 14 centres bancaires dans des marchés qui offrent des possibilités de croissance importante à long terme;
- la Banque CIBC a inauguré de nouvelles heures d'affaires le dimanche dans 22 centres bancaires dans tout le pays – ce qui est nouveau dans bien des communautés – et compte maintenant 37 centres bancaires qui offrent des services bancaires le dimanche aux clients;
- la Banque CIBC a terminé le remplacement de près de 600 GAB par un réseau de nouvelles machines à la fine pointe, moins énergivores et dotées des plus récentes améliorations en matière de technologie, d'accessibilité et de sécurité;
- forte du succès de sa campagne « Ça vaut la peine d'en parler » lancée l'automne dernier, et en mettant davantage l'accent sur son expertise-conseil, la Banque CIBC a lancé deux nouveaux messages publicitaires à la télévision présentant le programme Évaluation de santé financière CIBC et la carte de crédit Aéro Or CIBC. Ces messages ont également reçu un appui

supplémentaire à la radio, dans la publicité imprimée et par le biais de campagnes de publipostage au sein des principaux marchés.

Les activités de détail de la Banque CIBC ont également réalisé des progrès à l'égard de la priorité stratégique qui consiste à offrir des produits et services concurrentiels pour améliorer les relations avec la clientèle.

- la Banque CIBC a obtenu le plus grand nombre de prix Lipper de 2009 en remportant quatre prix Lipper pour ses fonds communs de placement et sept certificats Lipper. Ces prix reconnaissent les fonds communs de placement qui offrent le meilleur rendement pondéré en fonction du risque de l'année écoulée;
- la Banque CIBC compte le plus grand nombre de fonds communs de placement du secteur qui ont reçu 4 ou 5 étoiles de Morningstar, soit 23 fonds. Pour la période de un an terminée le 31 mars, 64 % des fonds communs de placement de la Banque CIBC se trouvent au-dessus de la moyenne, ce qui représente le pourcentage le plus élevé du secteur;
- la Banque CIBC a lancé des régimes enregistrés d'épargne-invalidité afin d'aider les clients atteints d'un handicap et leurs proches à épargner pour l'avenir.

Les **services bancaires de gros CIBC** ont affiché une perte nette de 373 M\$ au deuxième trimestre.

Les revenus de (241) M\$ se sont raffermis de 127 M\$ comparé au trimestre précédent. La diminution des pertes sur les activités de crédit structuré, ainsi que la hausse des revenus sur les marchés financiers et des services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ont plus que contrebalancé les pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises au cours du trimestre considéré (comparativement à un gain au trimestre précédent) et les baisses de valeur des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation. Le trimestre précédent comprenait aussi des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Les frais, qui se sont établis à 247 M\$, ont fléchi de 20 M\$ comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des charges liées aux employés.

Le portefeuille de prêts aux grandes entreprises de la Banque CIBC continue de faire bonne figure, malgré la détérioration du contexte économique. Les pertes sur créances ont atteint 46 M\$ au deuxième trimestre, ce qui comprenait une hausse de 28 M\$ de la provision générale pour pertes sur créances.

Pour soutenir son objectif de devenir le chef de file des services bancaires de gros axés sur les clients au Canada, la Banque CIBC a aligné la marque du segment des services bancaires de gros CIBC à celle de la Banque CIBC. Ce secteur d'activité

s'appelle désormais services bancaires de gros. Ce changement témoigne de notre engagement à travailler de façon efficace avec tous les secteurs d'activité et tous nos collègues de la Banque CIBC de façon à ce que les clients des services bancaires de gros aient accès à la gamme complète des services de la Banque CIBC et à sa marque. Le nom de l'entité juridique reste le même, soit Marchés mondiaux CIBC inc.

Au cours du trimestre, les services bancaires de gros ont participé aux réalisations importantes suivantes :

- la Banque CIBC a agi à titre de syndicataire chef de file et de coresponsable des registres dans un placement privé de 0,9 G\$, ainsi qu'à titre de syndicataire chef de file et de coresponsable des registres dans un appel public à l'épargne de 1,3 G\$, au moment de la vente de la participation de 70 % que ING Group détenait dans ING Canada;
- la Banque CIBC agit à titre de conseiller financier auprès de Suncor Energy Inc. pour sa fusion projetée de 59 G\$ avec Petro Canada;
- le programme d'obligations couvertes de la Banque CIBC a reçu le prix « Securitization Deal of the Year » du magazine chef de file spécialisé dans le droit financier, International Finance Law Review. Le programme a été reconnu comme le plus novateur et créatif parmi toutes les opérations de titrisation conclues dans l'ensemble des Amériques en 2008;
- la Banque CIBC a agi à titre de seul preneur ferme dans les placements de nouvelles actions de catégorie A de 259 M\$ et de 160 M\$ pour Central Fund of Canada.

Au cours du deuxième trimestre, la Banque CIBC a progressé au chapitre de la réduction des positions au sein de ses activités de crédit structuré en voie de liquidation :

- la Banque CIBC a résilié des contrats de dérivés de crédit souscrits d'un montant de 2,1 G\$ (1,7 G\$ US) assortis d'instruments MAV I et MAV II, et a dénoué la protection de crédit vendue pour un montant équivalent. Par suite de la résiliation des dérivés de crédit souscrits, la Banque CIBC a reçu 252 M\$ (202 M\$ US) d'actifs auparavant détenus en garantie, et a comptabilisé un gain avant impôts de 7 M\$ (7 M\$ US);
- la Banque CIBC a résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 396 M\$ (323 M\$ US) avec des positions dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Par suite de cette opération, les contrats de dérivés de crédit souscrits auprès du garant financier, contrepartie que la Banque CIBC avait nommée « I » dans son information financière, n'étaient plus appariés;
- la Banque CIBC a pris en charge des titres privilégiés de fiducies d'un montant de 389 M\$ (326 M\$ US) pour les comptabiliser comme des titres détenus jusqu'à l'échéance au bilan et a dénoué les positions connexes dans les dérivés de crédit vendus d'un montant équivalent; cette opération a eu un effet négligeable sur nos résultats;

- la Banque CIBC a résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 181 M\$ (143 M\$ US) et a dénoué les contrats de dérivés de crédit souscrits connexes d'un montant équivalent auprès du garant financier auparavant nommé « X » dans son information financière, sans incidence sur ses résultats;
- l'amortissement normal de 119 M\$ (100 M\$ US) a réduit le montant nominal de référence des dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Au 30 avril 2009, la juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, de la protection souscrite auprès des garants financiers s'établissait à 2,5 G\$ (2,1 G\$ US). D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

Productivité

En plus de continuer d'investir dans ses activités et de les positionner en vue de leur rendement à long terme, la Banque CIBC continue de faire des progrès en matière de contrôle des frais.

Les frais autres que d'intérêts pour le deuxième trimestre se sont fixés à 1 639 M\$, ce qui représente une baisse par rapport à 1 788 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et un montant bien inférieur à la base trimestrielle ciblée de 1 776 M\$, principalement en raison des initiatives de réduction des coûts continues et de la diminution des activités de soutien aux infrastructures par suite des dessaisissements d'activité.

« Grâce à de meilleurs résultats en termes de revenus, conjugués à nos efforts soutenus pour ajuster les activités de soutien à notre infrastructure aux changements des activités commerciales et à l'évolution des conditions du marché, nous prévoyons réaliser des progrès constants au chapitre de la productivité », ajoute M. McCaughey.

Apporter davantage aux collectivités

Au rang des chefs de file de l'investissement communautaire, la Banque CIBC appuie des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités. La Banque CIBC continue à apporter davantage aux collectivités où elle est établie grâce à des dons, à des commandites et à l'esprit de bénévolat de ses employés.

Au cours du deuxième trimestre, la Banque CIBC compte les réalisations importantes suivantes :

- En 2009, la Banque CIBC a poursuivi son œuvre de commanditaire principal des Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones. La 16e remise annuelle des prix, présentée à Winnipeg le 9 mars, visait à encourager l'excellence au sein de la communauté autochtone par la reconnaissance de carrières exceptionnelles des Métis, d'Inuits et de membres des Premières Nations, dans plusieurs professions.

- la Banque CIBC est fier commanditaire, pour la quatrième année, des prix Eva's Initiatives pour l'innovation. Ce prix récompense trois organismes communautaires du Canada qui sont des modèles de soutien intégré visant à aider les jeunes sans abri à devenir autonomes.
- la Banque CIBC et le YMCA ont annoncé le renouvellement de leur partenariat et la présentation de séminaires d'apprentissage financier et de préparation au marché du travail à Vancouver au cours de 2009. Cette annonce fait suite à la réussite du projet pilote du programme en deux temps lancé à Toronto en 2008. En outre, les séminaires d'apprentissage financier seront présentés dans cinq établissements de la région du Grand Toronto cette année.
- la Banque CIBC a reçu le prix Edmonton Mayor's Celebration of the Arts Award for Innovative Support de 2009 pour son programme « CIBC Theatre for All ». Le programme permet aux entreprises et aux particuliers de donner un pourcentage de leurs billets du Citadel Theatre à Kids Up Front, un organisme de bienfaisance qui redistribue les billets à des organismes qui travaillent auprès de jeunes défavorisés.

¹ Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du deuxième trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du deuxième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2008. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 28 mai 2009. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 167 à 169 de notre Reddition de comptes annuelle 2008.

Modifications à la présentation de l'information financière

Deuxième trimestre

- Nous avons changé le nom du secteur des services bancaires de gros de la Banque CIBC, Marchés mondiaux CIBC, par services bancaires de gros CIBC.
- L'effectif permanent est désormais calculé en équivalents temps-plein plutôt que selon le nombre d'employés.

Premier trimestre

- Au premier trimestre de 2009, nous avons remanié les activités de Marchés de détail CIBC et les services bancaires de gros. L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ces changements. La nouvelle présentation des activités est la suivante :

Marchés de détail CIBC :

- Services bancaires personnels – comprenant les dépôts personnels et le crédit personnel, les cartes de crédit, les prêts hypothécaires à l'habitation et l'assurance
- Services bancaires aux entreprises – comprenant les dépôts commerciaux et le crédit commercial, les prêts hypothécaires commerciaux et le Groupe Entreprises
- Gestion des avoirs – comprenant les segments Courtage de détail et Gestion d'actifs
- FirstCaribbean
- Divers

Services bancaires de gros :

- Marchés financiers – comprenant les titres de participation, les dérivés mondiaux et le risque stratégique, les titres à revenu fixe, les monnaies et les activités de distribution
- Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement – comprenant les produits de crédit aux entreprises, les services bancaires d'investissement, le financement immobilier américain et les services de base de Banque d'affaires
- Divers – comprenant les services inactifs de Banque d'affaires, les activités de crédit structuré et les autres activités en voie de liquidation, les activités abandonnées et les programmes de couverture des prêts aux entreprises

- Nous avons transféré l'incidence de la titrisation du poste Divers de Marchés de détail CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures a été retraitée.
- Nous avons transféré le revenu tiré du contrat de sous-location et les coûts d'exploitation connexes de nos installations de New York de services bancaires de gros vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.
- Nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

Table des matières

6	Un mot sur les énoncés prospectifs	22	Rétrospective du rendement financier	29	Services bancaires de gros
7	Points saillants financiers du deuxième trimestre	22	Revenu net d'intérêts	32	Siège social et autres
8	Vue d'ensemble	22	Revenu autre que d'intérêts	34	Situation financière
9	Événements importants	23	Dotation à la provision pour pertes sur créances	34	Revue du bilan consolidé
10	Perspectives	23	Frais autres que d'intérêts	34	Sources de financement
11	Activités en voie de liquidation et autres activités choisies	23	Impôts sur les bénéfices	36	Arrangements hors bilan
11	Activités en voie de liquidation	24	Change	37	Gestion du risque
20	Autres activités choisies	25	Revue de l'information financière trimestrielle	37	Vue d'ensemble
		26	Mesures non conformes aux PCGR	37	Risque de crédit
		27	Vue d'ensemble des secteurs d'activité	39	Risque de marché
		27	Marchés de détail CIBC	41	Risque d'illiquidité
				42	Risque opérationnel
				42	Autres risques
				43	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Sommaire des résultats du deuxième trimestre », « Le point sur les priorités d'entreprise », « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2009 », « Activités en voie de liquidation », « Autres activités choisies », « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéficiaires » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2009 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2009 » du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental expliqués dans la section Gestion du risque du présent rapport de gestion; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit, la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne se réalise pas; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Non vérifié					
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
- (perte) bénéfice de base	(0,24)	\$ 0,29	\$ (3,00)	0,05	\$ (7,31)
- (perte) bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	(0,21)	0,32	(2,98)	0,10	(7,26)
- (perte) bénéfice dilué(e)	(0,24)	0,29	(3,00)	0,05	(7,31)
- (perte) bénéfice dilué(e) (comptabilité de caisse) ¹	(0,21)	0,31	(2,98)	0,10	(7,26)
- dividendes	0,87	0,87	0,87	1,74	1,74
- valeur comptable	27,95	28,98	29,01	27,95	29,01
Cours de l'action					
- haut	54,90	57,43	74,17	57,43	99,81
- bas	37,10	41,65	56,94	37,10	56,94
- clôture	53,57	46,63	74,17	53,57	74,17
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
- moyen de base	381 410	380 911	380 754	381 156	359 512
- moyen dilué	381 779	381 424	382 377	381 599	361 366
- fin de la période	381 478	381 070	380 770	381 478	380 770
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	20 436	\$ 17 769	\$ 28 242	20 436	\$ 28 242
Mesures de valeur					
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	43,7	négl.	négl.	43,7	négl.
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	6,7 %	7,4 %	4,8 %	6,6 %	4,7 %
Ratio dividendes/bénéfice	négl.	négl.	négl.	négl.	négl.
Cours/valeur comptable	1,92	1,61	2,56	1,92	2,56
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	2 161	\$ 2 022	\$ 126	4 183	\$ (395)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	394	284	176	678	348
Frais autres que d'intérêts	1 639	1 653	1 788	3 292	3 549
(Perte nette) bénéfice net	(51)	147	(1 111)	96	(2 567)
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	75,9 %	81,8 %	négl.	78,7 %	négl.
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	74,9 %	80,6 %	négl.	77,6 %	négl.
Rendement des capitaux propres	(3,5) %	4,0 %	(37,6) %	0,4 %	(45,0) %
Marge d'intérêts nette	1,48 %	1,43 %	1,57 %	1,45 %	1,45 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,85 %	1,77 %	1,85 %	1,81 %	1,71 %
Rendement de l'actif moyen	(0,06) %	0,16 %	(1,29) %	0,05 %	(1,49) %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	(0,07) %	0,19 %	(1,52) %	0,07 %	(1,75) %
Rendement total des actionnaires	17,00 %	(13,1) %	2,6 %	1,7 %	(25,4) %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	94 523	\$ 90 589	\$ 92 189	94 523	\$ 92 189
Prêts et acceptations	162 962	174 499	174 580	162 962	174 580
Total de l'actif	347 363	353 815	343 063	347 363	343 063
Dépôts	221 912	226 383	238 203	221 912	238 203
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	10 661	11 041	11 046	10 661	11 046
Actif moyen	353 819	369 249	349 005	361 662	346 742
Actif productif d'intérêts moyen	282 414	299 136	296 427	290 914	294 778
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	10 644	10 960	12 328	10 804	11 748
Biens administrés	1 096 028	1 038 958	1 147 887	1 096 028	1 147 887
Mesures de qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	8,9 %	9,0 %	9,6 %	8,9 %	9,6 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	119,6	\$ 122,4	\$ 114,8	119,6	\$ 114,8
Ratio des fonds propres de première catégorie	11,5 %	9,8 %	10,5 %	11,5 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	15,9 %	14,8 %	14,4 %	15,9 %	14,4 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ²	64 % / 36 %	63 % / 37 %	68 % / 32 %	64 % / 36 %	68 % / 32 %
Équivalents à temps plein	42 305	42 320	44 124	42 305	44 124

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.
Négl. Négligeable en raison de la perte nette.

VUE D'ENSEMBLE

La perte nette pour le trimestre s'est établie à 51 M\$, en regard d'une perte nette de 1 111 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'un bénéfice net de 147 M\$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- une perte de 475 M\$ (324 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une incidence négative de 168 M\$ (115 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises;
- un gain de change de 159 M\$ (3 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement;
- des baisses de valeur de 100 M\$ (65 M\$ après impôts) relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation;
- une provision pour pertes sur créances de 65 M\$ (44 M\$ après impôts) inscrite à la provision générale;
- des radiations d'actifs d'impôts futurs de 57 M\$;
- des pertes ou des baisses de valeur nettes de 49 M\$ (29 M\$ après impôts) du portefeuille inactif de Banque d'affaires.

Comparaison avec le deuxième trimestre de 2008

Les revenus ont progressé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation de la perte sur les activités de crédit structuré subie au même trimestre il y a un an. Le trimestre considéré a également profité du gain de change sur les activités de rapatriement comparativement à une perte de change au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus ont également été plus élevés en raison de la croissance des volumes des produits de détail, de la hausse du revenu fixe et des revenus tirés de la négociation de titres de participation et de la hausse des revenus tirés du financement immobilier aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence négative de l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises, comme il a été précisé précédemment, comparativement à une incidence positive au trimestre correspondant de l'exercice précédent, un rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail, des baisses de valeur de certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente et une diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions, ces facteurs découlant de la détérioration du contexte économique.

La régression des frais autres que d'intérêts est principalement attribuable à la baisse des avantages sociaux, des salaires et des honoraires, en partie contrebalancée par la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient des frais juridiques plus élevés.

Les résultats du trimestre considéré comprennent une charge d'impôts relativement au gain de change réalisé sur les activités de rapatriement et à la radiation des actifs d'impôts futurs mentionnés plus haut. Les pertes liées aux activités de crédit structuré au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent ont donné lieu à une hausse de l'économie d'impôts au cours de ce trimestre.

Comparaison avec le premier trimestre de 2009

Les revenus ont été marginalement plus élevés par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré. Les résultats du trimestre considéré comprenaient un gain de change, contre une perte au trimestre précédent sur les activités de rapatriement et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché sur les baux adossés non admissibles à la comptabilité de couverture. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence négative de l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit, comparativement à une incidence positive au trimestre précédent, les baisses de valeur mentionnées ci-dessus, le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail, l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de moins et la diminution des revenus de trésorerie.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans le portefeuille de cartes de crédit, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions, ces facteurs découlant de la détérioration du contexte économique.

Les frais autres que d'intérêts ont été marginalement inférieurs en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre considéré comprennent une charge d'impôts relativement aux activités de rapatriement comparativement à un recouvrement d'impôts pour le trimestre précédent.

Comparaison avec le semestre terminé le 30 avril 2008

Les revenus pour la période considérée ont progressé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement parce que les pertes sur les activités de crédit structuré subies à la même période il y a un an étaient plus élevées. La croissance des volumes dans les produits de détail a été plus que contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail, la diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs, les pertes ou les baisses de valeur nettes du portefeuille inactif de Banque d'affaires, et les baisses de valeur mentionnées ci-dessus. Les résultats de la période considérée ont également été influencés par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des baux adossés non admissibles à la comptabilité de couverture et par l'incidence négative sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille des dérivés de crédit, comparativement à une incidence positive pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, et à la hausse des provisions, ces facteurs découlant de la détérioration du contexte économique.

Les frais autres que d'intérêts ont été marginalement inférieurs en raison de la baisse des avantages sociaux, des salaires et des honoraires, en partie contrebalancée par la hausse de la rémunération liée au rendement. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient des frais juridiques plus élevés. Les pertes sur les activités de crédit structuré au cours de la période correspondante de l'exercice précédent ont entraîné une hausse de l'économie d'impôts pour cette période. Les résultats de la période considérée comprennent une charge d'impôts relativement aux activités de rapatriement comparativement à un recouvrement d'impôts pour la période correspondante il y a un an.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Premier trimestre de 2009

- une perte de 708 M\$ (483 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une incidence positive de 94 M\$ (64 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur les dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises;
- des baisses de valeur de 92 M\$ (51 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché, sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'était pas admissible à la comptabilité de couverture;
- des pertes ou des baisses de valeur de 87 M\$ (52 M\$ après impôts) du portefeuille de Banque d'affaires;
- des pertes de change de 48 M\$ (gain de 4 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement.

Deuxième trimestre de 2008

- une perte de 2,5 G\$ (1,7 G\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- des baisses de valeur de 50 M\$ (34 M\$ après impôts) découlant de l'exposition au risque de crédit des contreparties aux produits dérivés, autres que les garants financiers;
- des indemnités de départ à payer de 26 M\$ (18 M\$ après impôts);
- une perte de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire) sur le rajustement au titre du premier appel public à l'épargne (PAPE) de Visa Inc.;
- une perte de change de 65 M\$ (21 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement;
- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux les dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2008

- un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux couvertures du risque de crédit lié aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- un montant de 56 M\$ au titre de l'incidence positive d'éléments fiscaux favorables;
- une perte de 2,8 G\$ (1,9 G\$ après impôts) liée aux positions de crédit structuré connexes;
- une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts) liée à la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer), aux changements apportés à l'équipe de direction et à notre retrait de certaines autres activités et à leur restructuration.

Événements importants

Problématique du marché mondial du crédit

Nos activités de crédit structuré, au sein des services bancaires de gros ont entraîné des pertes avant impôts de 475 M\$ pour le trimestre (1 183 M\$ pour les six mois terminés le 30 avril 2009). Nous poursuivons la réduction de notre exposition au risque en mettant fin aux dérivés de crédit vendus et souscrits. Ces activités sont traitées plus en détail à la section Activités en voie de liquidation.

Billets de catégorie 1 novateurs

Le 13 mars 2009, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A à 9,976 % d'un capital de 1,3 G\$ échéant le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B à 10,25 % d'un capital de 300 M\$ échéant le 30 juin 2108 (ensemble, les billets). Les billets sont admissibles au titre des fonds propres réglementaires de première catégorie.

Baux adossés

Depuis le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégé 46 modifié intitulé *Baux adossés* du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des comptables Agréés (ICCA) qui exige qu'un changement de l'échéancier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouvel échéancier de constatation du revenu découlant du bail adossé.

Les ententes finales relatives aux baux adossés ont été réglées avec l'Internal Revenue Service (IRS) au cours du trimestre. La CIBC a entamé le processus visant à finaliser les montants auprès des autorités fiscales américaines relativement aux années d'imposition concernées. Il est prévu que ce processus sera terminé (ou presque entièrement terminé) en 2009. La CIBC croit que ses provisions et imputations jusqu'à maintenant reflètent de façon précise les modalités de l'offre de règlement de l'IRS et les éclaircissements fournis subséquemment par l'IRS, mais il est possible que des imputations supplémentaires soient effectuées au cours du processus de conclusion des montants réels auprès des autorités fiscales américaines.

Perspectives pour 2009

Le ralentissement accru à l'échelle mondiale a entraîné l'économie canadienne en récession au cours du premier trimestre de l'exercice, récession dont les deux premiers trimestres ont été les pires de tout autre creux de l'après-guerre. Dans l'ensemble, le PIB réel devrait reculer de plus de 2½ % au cours de l'année 2009. Nous prévoyons le retour de la croissance au dernier trimestre de l'année civile, par suite de la baisse des taux d'intérêt et des stimuli fiscaux au Canada et à l'étranger.

Marchés de détail CIBC devrait assister à un ralentissement de la demande de prêts hypothécaires et d'autres produits de crédit, traduisant une baisse du taux d'activité et un fléchissement des prix dans le secteur de l'habitation, une croissance des dépenses de consommation moindre et des taux de chômage en hausse. Nous prévoyons une augmentation des faillites personnelles et des faillites de PME découlant de l'affaiblissement du contexte économique.

La reprise de nouvelles émissions d'actions et d'obligations de sociétés pourrait soutenir les activités de financement de sociétés de services bancaires de gros améliorées. Les taux de défaillance des entreprises augmenteront, selon toute vraisemblance, mais les évaluations de titres d'emprunt d'entreprises et le marché des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de participation pourraient continuer de s'améliorer. La demande de prêts pourrait être soutenue par la diminution de la concurrence provenant des banques étrangères.

ACTIVITÉS EN VOIE DE LIQUIDATION

Étant donné la conjoncture de marché incertaine et afin de nous concentrer sur les activités essentielles de service bancaires de gros, nous avons réduit nos activités de crédit structuré et nos activités de financement à effet de levier autres que canadiennes et avons mis sur pied une équipe spécialisée dont le mandat consiste à gérer les positions résiduelles et à les réduire.

Renseignements généraux sur les structures d'accueil

Les activités de crédit structuré sont généralement associées aux structures d'accueil. Les structures d'accueil sont des entités juridiques, prenant le plus souvent la forme d'une fiducie, et conçues pour répondre à des besoins précis et limités. Les structures d'accueil sont utilisées pour procurer une certaine liquidité du marché aux clients et créer des produits de placement, en regroupant des blocs d'actifs homogènes ou une variété d'actifs distincts et en émettant une tranche unique de titres de créance à court terme, appelés papier commercial adossé à des créances (PCAC), ou des titres de créance multi-tranches à plus long terme, notamment des tranches super prioritaires, prioritaires, subordonnées, mezzanines ou de capitaux propres. Les structures d'accueil sont souvent désignées en fonction du type d'actifs qu'elles regroupent, comme les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation (TAC hypothécaires à l'habitation), lesquels englobent des prêts hypothécaires ou des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) qui, à leur tour, regroupent des créances d'entreprises. En outre, les structures d'accueil peuvent regrouper des titres d'emprunt émis par d'autres structures d'accueil, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation; et sont alors appelées titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés). Au sein de structures plus complexes, les structures d'accueil qui sont composées de titres émis par d'autres structures de TAC flux groupés, qui émettent à leur tour une tranche supplémentaire de titres d'emprunt, sont appelées des TAC flux groupés de TAC flux groupés. Notre participation dans les structures d'accueil est présentée dans la section Arrangements hors bilan du rapport de gestion.

Activités de crédit structuré en voie de liquidation Vue d'ensemble et résultats

Les activités de crédit structuré de services bancaires de gros englobaient nos activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins des activités de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluent des prêts sur créance hypothécaire et la structuration de structures d'accueil, il est possible que certaines des positions que nous détenons soient non couvertes. Nos autres activités

comprenaient l'intermédiation, la corrélation et la négociation, laquelle permet de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les catégories suivantes :

Non couvertes :

- titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;
- titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Couvertes :

- par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation);
- par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats avant impôts

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2009
Compte de négociation	514 \$	758 \$	1 272 \$
Détenues jusqu'à l'échéance	(28)	(69)	(97)
Disponibles à la vente	(11)	19	8
Total	475 \$	708 \$	1 183 \$

Ces pertes s'expliquent surtout par le fait que la qualité du crédit des garants financiers s'est détériorée et par les baisses de valeurs liées à l'évaluation à la valeur du marché de certains actifs sous-jacents, ces facteurs ayant donné lieu à des rajustements plus importants liés à l'évaluation du crédit. Les pertes constatées sont présentées déduction faite du gain réalisé à la protection de Cerberus, décrite ci-dessous.

Reclassement de certaines positions

En raison de la détérioration sans précédent de la conjoncture à l'échelle mondiale et du manque d'activité sur le marché de négociation au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons changé d'intention sur certaines positions pour faire passer des valeurs détenues à des fins de négociation à des valeurs détenues jusqu'à leur échéance. Par conséquent, nous avons reclassé un montant nominal de 5 973 M\$ (5 833 M\$ US) de TAP flux groupés et 455 M\$ (444 M\$ US) de TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation pour les faire passer du portefeuille de négociation au portefeuille autre que de négociation de valeurs détenues jusqu'à l'échéance en date

du 1^{er} août 2008. En date du 30 avril 2009, les durées de vie restantes moyennes pondérées estimatives des TAP flux groupés et des titres privilégiés de fiducies étaient de respectivement 4,8 et 15 ans. L'incidence de ces reclassements est résumée à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2008.

Si le reclassement n'avait pas été effectué, le bénéfice avant impôts aurait été réduit de 77 M\$ (65 M\$ US) et de 399 M\$ (318 M\$ US) respectivement pour le trimestre considéré et le semestre terminé le 30 avril 2009.

Changements apportés aux positions

Voici un sommaire de nos positions dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation :

En millions de dollars US, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Montant nominal de référence		
Placements et prêts	10 728 \$	10 304 \$
Dérivés de crédit vendus ¹	25 889	30 931
Total des positions, montant brut	36 617 \$	41 235 \$
Dérivés de crédit souscrits	34 381 \$	37 039 \$

1) Incluent le montant nominal de référence des dérivés de crédit vendus ainsi que les facilités de trésorerie et de crédit.

Opération conclue avec Cerberus

Au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons conclu une entente avec Cerberus afin d'obtenir une protection contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux TAC flux groupés liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation tout en conservant le potentiel d'appréciation lié à la reprise de valeur des titres sous-jacents. Au 30 avril 2009, le solde du capital et la juste valeur du billet à recours limité émis au cours de l'opération conclue avec Cerberus s'établissaient respectivement à 667 M\$ (559 M\$ US) et à 330 M\$ (276 M\$ US). La juste valeur des positions dans des titres adossés à des créances avec flux groupés sous-jacents était de 416 M\$ (357 M\$ US) au 30 avril 2009. Nous avons constaté un gain de 117 M\$ (96 M\$ US) et de 153 M\$ (125 M\$ US) sur le billet à recours limité respectivement au cours du trimestre considéré et du premier trimestre.

Autres changements dans les positions

Outre la résiliation de 2,2 G\$ (1,8 G\$ US) de dérivés de crédit vendus et l'amortissement normal de 155 M\$ (126 M\$ US) de nos dérivés de crédit souscrits au cours du

premier trimestre, nous avons conclu un certain nombre d'opérations au cours du trimestre considéré afin de réduire davantage nos positions, comme il est précisé ci-dessous :

- Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit d'un montant de 2,1 G\$ (1,7 G\$ US) souscrits auprès de garants non financiers (MAV I et MAV II) et avons dénoué la protection de crédit vendue pour un montant équivalent. Par suite de la résiliation des dérivés de crédit souscrits, nous avons reçu 252 M\$ (202 M\$ US) d'actifs auparavant détenus en garantie. Ces opérations ont donné lieu à un gain avant impôts de 8 M\$ (7 M\$ US).
- Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 396 M\$ (323 M\$ US) ayant une exposition à des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, ce qui a eu une incidence négligeable sur nos résultats. Par suite de cette opération, des dérivés de crédit souscrits de 323 M\$ US qui couvraient ces positions sont devenus non appariés.
- Nous avons pris en charge des titres privilégiés de fiducies d'un montant de 389 M\$ (326 M\$ US) (inclus dans le tableau sur le total des positions sous Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – Autres titres détenus jusqu'à l'échéance à la page 13) et avons dénoué les positions connexes dans les dérivés de crédit vendus d'un montant équivalent; cette opération a eu un effet négligeable sur nos résultats.
- Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 181 M\$ (143 M\$ US) dans les titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et avons dénoué la totalité des contrats de dérivés souscrits auprès d'un garant financier (auparavant nommé contrepartie X) sans incidence sur nos résultats.
- L'amortissement normal a réduit de 119 M\$ (100 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Total des positions

Le tableau qui suit présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation de services bancaires de gros. Notre filiale, FirstCaribbean, qui fait partie de Marché de détail CIBC, détenait des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui ont tous été vendus au cours du trimestre considéré. Ce tableau n'inclut pas la protection de Cerberus contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

En millions de dollars US, au 30 avril 2009

	Positions ¹					Couvertures				Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts
	Placements et prêts			Dérivés de crédit vendus et facilités de trésorerie et de crédit ²		Dérivés de crédit et couvertures indicelles souscrits				
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Valeur comptable	Montant nominal de référence	Juste valeur ⁴	Garants financiers		Divers		
					Montant nominal de référence	Juste valeur ^{3,4}	Montant nominal de référence	Juste valeur ^{3,4}		
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
Non couverts⁶										
TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines	550 \$	1 \$	1 \$	814 \$	809 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 \$
TAC hypothécaires à l'habitation entreposés	310	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Divers ⁷	323	1	1	321	312	-	-	-	-	10
	1 183	3	3	1 135	1 121	-	-	-	-	17 \$
Couverts										
Autres TAC flux groupés	1 265	114	114	2 342	2 036	3 139	2 748	468	424	
Total des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 448 \$	117 \$	117 \$	3 477 \$	3 157 \$	3 139 \$	2 748 \$	468 \$	424 \$	
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
Non couverts										
TAP flux groupés ²	67 \$	4 \$	4 \$	85 \$	6 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
TAP flux groupés détenus jusqu'à l'échéance	195 \$	164 \$	186 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Titres d'emprunt d'entreprises	171	109	109	-	-	-	-	-	-	
Billets liés à la Proposition de Montréal ⁷	376	152	152	251	s.o.	-	-	-	-	
Fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers ²	141	141	141	110	s.o.	-	-	-	-	
Titres entreposés, autres que des TAC hypothécaires à l'habitation	155	1	1	-	-	-	-	-	-	
Divers ²	219	212	219	263	21	-	-	-	-	
Autres titres détenus jusqu'à l'échéance	164	138	138	-	-	-	-	-	-	
	1 488	921	950	709	27	-	-	-	-	
Couverts										
TAP flux groupés	220	160	161	7 695	648	7 679	634	237	32	
TAP flux groupés détenus jusqu'à l'échéance ⁸	5 619	4 425	5 057	-	-	5 437	457	212	29	
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	-	11 895	898	5 159	495	6 740	416	
TACHC	-	-	-	454	364	454	363	-	-	
Divers	240	71	70	1 659	680	1 492	778	456	77	
Autres titres détenus jusqu'à l'échéance ⁹	713	231	444	-	-	716	495	-	-	
Dérivés de crédit souscrits non appariés	-	-	-	-	-	2 123	393	69	-	
Total des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	8 280 \$	5 808 \$	6 682 \$	22 412 \$	2 617 \$	23 060 \$	3 615 \$	7 714 \$	554 \$	
Total	10 728 \$	5 925 \$	6 799 \$	25 889 \$	5 774 \$	26 199 \$	6 363 \$	8 182 \$	978 \$	
31 oct. 2008	10 304 \$	6 430 \$	6 952 \$	30 931 \$	5 924 \$	27 108 \$	5 711 \$	9 931 \$	1 195 \$	

- Nous avons exclu la totalité de nos placements, y compris ceux liés à nos activités de trésorerie, dont le montant nominal de référence est de 3 779 M\$ US et la juste valeur, de 3 768 M\$ US. Ces placements comprennent des titres d'emprunt émis par la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), dont le montant nominal de référence s'élevait à 1 634 M\$ US et la juste valeur, à 1 629 M\$ US; par la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), d'un montant nominal de référence de 1 140 M\$ US et d'une juste valeur de 1 134 M\$ US; par la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), d'un montant nominal de référence de 155 M\$ US et d'une juste valeur de 155 M\$ US; par la Federal Home Loan Banks, d'un montant nominal de référence de 850 M\$ US et d'une juste valeur de 850 M\$ US.
 - Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques (110 M\$ US) et à des contreparties à des TAP flux groupés non couverts non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation (33 M\$ US).
 - Compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit des dérivés de crédit souscrits de 4,3 G\$ US.
 - Juste valeur brute des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
 - Après les réductions de valeur.
 - Au 30 avril 2009, les TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines avaient une cote de crédit qui allait de CCC+ à CC. Quant aux titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation entreposés, environ 21 % avaient une cote de première qualité, et 79 % une cote de qualité inférieure (en fonction de la valeur du marché).
 - Incluaient une position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation de 126 M\$ au 30 avril 2009.
 - Les placements et les prêts comprennent des engagements de placement non capitalisés d'un montant nominal de référence de 255 M\$ US.
 - Représentent les titres privilégiés de fiducies
- s.o. Sans objet.

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 20 M\$ (17 M\$ US) au 30 avril 2009.

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre les catégories suivantes : des TAP flux groupés, des titres d'emprunt d'entreprises, des billets liés à la Proposition de Montréal, des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par les banques, des titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation, et d'autres titres.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, y compris les titres détenus jusqu'à l'échéance, d'un montant nominal de référence de 414 M\$ (347 M\$ US), étaient pour la plupart cotés AAA au 30 avril 2009 et étaient adossés à des blocs diversifiés de prêts européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres d'emprunt d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 204 M\$ (171 M\$ US), sont constituées environ à 19 % de titres européens, à 55 % de titres canadiens et à 26 % de titres d'autres pays.

Billets liés à la Proposition de Montréal

Le plan de restructuration approuvé par la Cour et le moratoire proposés par les signataires de la Proposition de Montréal ont été ratifiés le 21 janvier 2009. Par conséquent, nous avons reçu des billets prioritaires de catégorie A-1 d'un montant de 141 M\$, des billets prioritaires de catégorie A-2 d'un montant de 152 M\$ et divers billets subordonnés et billets replet totalisant 178 M\$, en échange de notre PCAC de tiers non soutenus par des banques d'une valeur nominale de 471 M\$. À l'instar des instruments en titres de PCAC originaux, les nouveaux billets sont adossés à des titres à revenu fixe, à des créances titrisées traditionnelles, à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des swaps sur défaillance super prioritaires dans des entreprises de qualité supérieure. Les actifs sous-jacents exposés au marché américain des prêts hypothécaires à risque ont été isolés et sont liés particulièrement à des billets replet d'un montant nominal de 126 M\$ au 30 avril 2009. Au cours du trimestre considéré, des billets replet d'un montant de 11 M\$ ont été payés à la valeur nominale. Au 30 avril 2009, le montant nominal de référence restant sur tous les billets était de 449 M\$ (376 M\$ US).

Les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portent intérêt à un taux variable inférieur à celui du marché. Les intérêts et le capital des billets subordonnés, sous forme de billets à coupon zéro, ne seront versés que lorsque les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 auront été acquittés en totalité. Les billets replet seront remboursés à même les flux de trésorerie des actifs sous-jacents. Tous les billets restructurés devraient venir à échéance en décembre 2016.

Sur la base de la valeur estimative combinée de ces effets, qui s'élève à 181 M\$ au 30 avril 2009, nous avons constaté une perte de 22 M\$ pour le trimestre considéré (44 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Par ailleurs, conformément au plan de restructuration, nous participons à une facilité de financement sur marge afin de satisfaire aux exigences en matière de garantie des fonds multicédants restructurés. Selon les modalités de la facilité de financement sur marge proposée, nous avons fourni une facilité de prêt intacte de 300 M\$ qui sera utilisée si les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes n'étaient pas respectées et que les nouvelles fiducies qui seront créées conformément au plan de restructuration ne disposaient pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux demandes de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres garanties étaient exigées, en raison du non respect des conditions relatives aux déclencheurs d'appel de garantie, nous ne serions pas tenus de financer d'autres garanties, bien que cela pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques

Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques. Au 30 avril 2009, un montant de 299 M\$ (251 M\$ US) sur ces facilités était engagé. De ce montant, une tranche de 75 M\$ (63 M\$ US), encore inutilisée au 30 avril 2009, a été fournie à un fonds multicédants, comprenant des actifs de prêts automobiles américains, soutenus par un fabricant automobile américain.

La tranche restante de 224 M\$ (188 M\$ US) se rapporte principalement à des fonds multicédants de TAC flux groupés américains, dont 168 M\$ (141 M\$ US) avaient été utilisés au 30 avril 2009. Une tranche de 45 M\$ (38 M\$ US) des facilités inutilisées est assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de rendre leurs actifs à la CIBC à la valeur nominale. Les actifs sous-jacents de ces fonds multicédants sont assortis d'échéances allant de trois à sept ans.

Titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation

Une tranche de 75 % des actifs entreposés non couverts autres que des TAC hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 185 M\$ (155 M\$ US) représente des placements dans des TAP flux groupés adossés à des blocs diversifiés de prêts américains à effet de levier garantis prioritaires. Une tranche d'environ 12 % de ces actifs représente des placements dans des TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies exposées au marché américain des fiducies de placement immobilier. Une tranche de 8 % est exposée au marché immobilier commercial américain.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence s'établit à 575 M\$ (482 M\$ US), consistent en des facilités de crédit de 283 M\$ (237 M\$ US) (dont 204 M\$ US utilisés et 33 M\$ US inutilisés) fournies à des structures d'accueil avec des droits cinématographiques à recevoir (32 %), des gains de loterie à recevoir (20 %) et des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction (42 %).

La tranche restante de 274 M\$ (230 M\$ US) représente surtout la protection vendue pour la plupart des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises à rendement élevé assortis d'une cote AAA. Nous sommes tenus de payer pour les pertes seulement en cas de défaut de paiement relativement aux titres d'emprunts d'entreprises sous-jacents ou de la part du principal garant financier, qui a fait l'objet d'une restructuration en février 2009.

Les autres titres détenus jusqu'à l'échéance non couverts dont le montant nominal s'établit à 196 M\$ (164 M\$ US) ont trait à la garantie reçue par suite du dénouement des instruments MAV II et représente principalement le papier commercial de première qualité.

Protection souscrite auprès de garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation)

Une charge totale de 657 M\$ (508 M\$ US) au titre des rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des garants financiers a été constatée pour le trimestre considéré (1 293 M\$ (1 020 M\$ US) pour le semestre terminé le 30 avril 2009). Au 30 avril 2009, les rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers ont atteint 5,1 G\$ (4,3 G\$ US) (4,6 G\$ au 31 octobre 2008 (3,8 G\$ US)), et la juste valeur des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers, déduction faite des rajustements de valeur, a atteint 2,5 G\$ (2,1 G\$ US) (2,3 G\$ au 31 octobre 2008 (1,9 G\$ US)). D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

Outre les titres des activités de crédit en voie de liquidation, nous détenons également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 30 avril 2009, ces positions étaient performantes et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 183 M\$ (154 M\$ US).

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs de la protection souscrite auprès des garants financiers, par contrepartie. La juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			Total				
	Standard and Poor's	Moody's Investors Services	Fitch Ratings	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	Rajustement de l'évaluation du crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	Rajustement de l'évaluation du crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur nette
I ⁵	BBB+ ²	B3	- ⁴	70 \$	35 \$	(23) \$	1 614 \$	838 \$	(557) \$	1 684 \$	293 \$
II	A ²	Ba3 ³	- ⁴	530	489	(304)	1 699	512	(318)	2 229	379
III	BB ³	Ba3 ³	- ⁴	-	-	-	1 430	198	(66)	1 430	132
IV	- ⁴	Caa3 ²	- ⁴	-	-	-	2 106	228	(196)	2 106	32
V	- ⁴	Ca ³	- ⁴	2 539	2 224	(1 972)	2 628	205	(182)	5 167	275
VI	AA ²	Ba1	AA ²	-	-	-	5 200	485	(153)	5 200	332
VII	AAA	Aa2	AA ³	-	-	-	4 707	585	(263)	4 707	322
VIII	AAA ²	Aa3 ³	AA+ ²	-	-	-	1 450	234	(105)	1 450	129
IX	BBB- ²	Ba1	- ⁴	-	-	-	2 226	330	(172)	2 226	158
Total, garants financiers				3 139 \$	2 748 \$	(2 299) \$	23 060 \$	3 615 \$	(2 012) \$	26 199 \$	2 052 \$
31 oct. 2008				3 786 \$	3 086 \$	(2 260) \$	23 322 \$	2 625 \$	(1 520) \$	27 108 \$	1 931 \$

- 1) Compte non tenu des rajustements de l'évaluation du crédit.
- 2) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'une perspective négative.
- 3) Sous surveillance évolutive.
- 4) Cote retirée.
- 5) La contrepartie a fait l'objet d'une restructuration en février 2009 qui a donné lieu à la cession d'une partie de ces activités vers une autre entité.

Les actifs sous-jacents de la protection souscrite auprès des garants financiers déjà mentionnés figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation				
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence				
Contrepartie	TAC flux groupés	TAP flux groupés	Titres d'emprunt d'entreprises		TACHC	Divers	Total
I	70 \$	609 \$	- \$		777 \$ ¹	228 \$	1 614 \$
II	530	878	-		-	821	1 699
III	-	1 305	-		-	125	1 430
IV	-	1 850	-		-	256	2 106
V	2 539	2 628	-		-	-	2 628
VI	-	-	5 200	¹	-	-	5 200
VII	-	4 457	-		-	250	4 707
VIII	-	1 314	-		-	136	1 450
IX	-	75	1 759		-	392	2 226
Total, garants financiers	3 139 \$	13 116 \$	6 959 \$		777 \$	2 208 \$	23 060 \$
31 oct. 2008	3 786 \$	13 125 \$	6 959 \$		777 \$	2 461 \$	23 322 \$

1) Comprend des protections non appariées souscrites de 1,8 G\$ US et 323 M\$ US respectivement pour les titres de créances d'entreprise et les TACHC.

Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Les positions liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, d'un montant nominal de référence de 3,7 G\$ (3,1 G\$ US) couvert par les garants financiers, comprennent des TAC flux groupés super prioritaires dont les actifs sous-jacents sont composés à environ 15 % de TAC hypothécaires à l'habitation à risque élevé, à environ 48 % de TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, à environ 13 % de titres adossés à des créances mobilières (TACM) et à environ 24 % de titres autres que du marché des prêts hypothécaires à l'habitation. Environ 9 % des actifs sous-jacents à risque élevé et des actifs assortis d'une cote Alt-A ont été émis avant 2006, et 91 %, en 2006 et en 2007. Les positions à risque élevé sont celles qui ont obtenu un résultat inférieur à 660 de la Fair Isaac Corporation (FICO), et les actifs sous-jacents cotés Alt-A sont ceux dont le résultat de la FICO se situe entre 660 et 720.

Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau suivant présente des données et une description supplémentaires des actifs sous-jacents à notre exposition aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents à la protection souscrite auprès de garants financiers.

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Montant nominal de référence	Juste valeur	Total des tranches	Montant nominal de référence/Tranche		Juste valeur/Tranche		Durée moyenne pondérée ^{2,3} (en années)	Actifs sous-jacents de première qualité ⁴	Subordination/rattachement ⁵	
				Haute	Faible	Haute	Faible			Moyenne	Fourchette
TAP flux groupés	13 116 \$	1 091 \$	82	375 \$	25 \$	44 \$	1 \$	4,8	1 %	31 %	6-67 %
Titres d'emprunt d'entreprises	5 159	495	9	800	259	191	21	3,6	67 %	20 %	15-30 %
Titres d'emprunt d'entreprises (non appariés)	1 800	105	2	800	200	81	18	3,0	-	16 %	15-18 %
TACHC américains	454	364	1	453	1	364	1	5,3	35 %	43 %	43-46 %
TACHC américains (non appariés)	323	287	1	323	323	287	287	6,3	-	46 %	46 %
Divers											
Titres privilégiés de fiducie	814	564	12	128	24	91	16	15,0	n.d.	49 %	45-57 %
Autres que des TAC hypothécaires à l'habitation américains	196	114	3	107	28	63	16	3,0	n.d.	53 %	53 %
Divers	1 198	595	9	263	7	236	-	6,8	n.d.	20 %	0-53 %
Total	23 060 \$	3 615 \$	119	3 249 \$	867 \$	1 357 \$	360 \$				

- Une tranche constitue une partie des titres offerts dans le cadre d'une même opération dont l'actif sous-jacent peut être un seul actif, un groupe d'actifs, un indice ou une autre tranche. La valeur de la tranche dépend de la valeur de l'actif sous-jacent, de la subordination et de la structure propre à la transaction, notamment les tests et les déclencheurs.
 - La durée moyenne pondérée des positions est influencée par les hypothèses formulées sur les garanties, sur les reports d'intérêt et les défaillances de paiement d'intérêt, et sur les paiements anticipés, et pour les TAC flux groupés de titres de fiducie, également par les possibilités de succès d'enchères futures. Ces hypothèses et la durée moyenne pondérée qui en découle, particulièrement dans le cas des TAC flux groupés de titres de fiducie, peuvent varier considérablement d'un trimestre à l'autre.
 - La durée moyenne pondérée de notre tranche sera généralement plus courte que celle des actifs sous-jacents donnés en garantie pour un ou plusieurs motifs de l'utilisation des flux de trésorerie découlant des remboursements et des recouvrements des défaillances pour rembourser notre tranche.
 - Ou l'équivalent en fonction des cotes de crédit internes.
 - Les points de rattachement et de subordination correspondent au niveau de pertes qui peuvent être subies par les actifs sous-jacents sans que ces pertes influent sur les tranches garanties appariées et non appariées.
- n.d. Non disponible.

TAP flux groupés

Une tranche d'environ 99 % du total du montant nominal de référence des titres de TAP flux groupés de 13,1 G\$ US (y compris les TAP flux groupés détenus jusqu'à l'échéance) au 30 avril 2009 continue d'être cotée AAA, et la tranche restante est cotée AA. Les cotes de la majorité des actifs sous-jacents donnés en garantie se situent encore entre B- et B+. Les actifs donnés en garantie comprennent des actifs d'un large éventail de secteurs, et sont surtout concentrés dans le secteur des services (personnels et alimentaires) (28 %), le secteur de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (19 %) et le secteur manufacturier (15 %). Seulement 3 % des actifs se trouvent dans le secteur de l'immobilier. L'exposition aux titres américains et aux titres européens représente respectivement 68 % et 27 % des actifs.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises comprennent 11 tranches de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reportent à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (56 %) et européens (29 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (28 %), le secteur des institutions financières (13 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (10 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (9 %). Les points de détachement moyens (pertes maximales qui peuvent avoir une incidence sur les tranches garanties appariées et non appariées) s'établissent à 44 % et à 38 %, dans des fourchettes de 30 % à 60 % et de 30 % à 45 % pour les titres d'emprunts d'entreprises respectivement appariés et non appariés.

TACHC

Les deux tranches des portefeuilles de TACHC de référence synthétiques adossés à des blocs de prêts hypothécaires immobiliers commerciaux sont situées surtout aux États-Unis.

Divers

Les titres divers comprennent les TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies, qui sont des instruments de fonds propres de deuxième catégorie novateurs émis par les banques régionales américaines et les assureurs américains, les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation non américains (notamment des prêts hypothécaires à l'habitation européens) et d'autre actifs, y compris les tranches de TAC flux groupés, les contrats de location d'aéronefs, les contrats de location de wagons et les créances afférentes au domaine du cinéma. Tous les autres titres détenus jusqu'à l'échéance sont des titres privilégiés de fiducie.

Protection souscrite auprès d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs (avant le rajustement de valeur du crédit de 42 M\$ US (21 M\$ US au 31 octobre 2008)) des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers, à l'exclusion des dérivés de crédit souscrits non appariés :

En millions de dollars US, au	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Liés aux titres autres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2009	31 janv. 2009
Institutions financières non bancaires	468 \$	424 \$	93 \$	17 \$	561 \$	592 \$	441 \$	451 \$
Banques	-	-	810	121	810	793	121	74
Fonds multicédants canadiens	-	-	6 740	416	6 740	8 379	416	505
Divers	-	-	2	-	2	2	-	-
Total	468 \$	424 \$	7 645 \$	554 \$	8 113 \$	9 766 \$	978 \$	1 030 \$

La contrepartie autre qu'un garant financier couvrant nos positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standard. Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, environ 99 % ont une cote de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence	
	TAC flux groupés ¹	TAP flux groupés ²	Titres	
			d'emprunt d'entreprises	Divers ³
Institutions financières non bancaires	468 \$	- \$	- \$	93 \$
Banques	-	449	-	361
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	6 740	-
Divers	-	-	-	2
Total	468 \$	449 \$	6 740 \$	456 \$

- 1) Le montant de 468 M\$ US représente les TAC flux groupés super prioritaires dont environ 74 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 3 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, 11 %, des TAC flux groupés de TACM et 12 %, des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les TAC hypothécaires à l'habitation à risque et les TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A ont tous été émis avant 2006.
- 2) Tous les actifs sous-jacents sont de qualité inférieure. Les positions nord-américaines représentent 5 % des actifs et les positions européennes, 95 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services (33 %), le secteur manufacturier (19 %) et les secteurs de la diffusion et des communications (14 %), alors que seulement 3 % des actifs appartiennent au secteur de l'immobilier.
- 3) Les actifs sous-jacents sont composés à environ 56 % d'actifs de première qualité ou sont assortis d'une cote équivalente, la majorité des positions étant aux États-Unis et en Europe. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services financiers et des banques, les secteurs de la fabrication, de la diffusion, de l'édition et des télécommunications et les secteurs minier, pétrolier et gazier, alors que moins de 3 % des actifs sont du secteur de l'immobilier.

Fonds multisécuritaires canadiens

Nous avons souscrit une protection de dérivés de crédit auprès de fonds multisécuritaires canadiens et généré des revenus en cédant cette protection à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Ces fonds multisécuritaires respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. Great North Trust, est soutenue par la CIBC et l'autre contrepartie aux fonds multisécuritaires, soit MAV I, est partie à la Proposition de Montréal.

Au cours du trimestre, nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit souscrits d'un montant de 2,1 G\$ (1,7 G\$ US), représentant une partie de la protection de l'instrument MAV I et la totalité de la protection de l'instrument MAV II, et avons dénoué la protection de crédit vendue pour un montant équivalent.

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Actifs sous-jacents	Montant nominal de référence ¹	Évaluation à la valeur du marché	Montant nominal de référence des biens donnés en garantie ²
Fonds multisécuritaires				
Great North Trust	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ³	4 142 \$	235 \$	348 \$ ⁴
MAV I	160 entreprises de qualité supérieure ⁵	2 598	181	307
Total		6 740 \$	416 \$	655 \$
31 oct. 2008		8 453 \$	660 \$	944 \$

- 1) Ces positions ont une échéance allant de 4 à 8 ans.
- 2) Comprend les billets de première qualité émis par des fonds multisécuritaires soutenus par des tiers, les billets à taux variables des sociétés, les acceptations bancaires et les engagements en matière de financement. La juste valeur des garanties au 30 avril 2009 s'établissait à 608 M\$ US (921 M\$ US au 31 octobre 2008).
- 3) Portefeuille statique de 126 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de première qualité à la date de création de l'indice. Parmi ces sociétés, 81 % ont une cote d'au moins BBB-. Parmi ces entités, 99 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 1,6 % du portefeuille. Une tranche de 2,4 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point de rattachement se situe à 30 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.
- 4) Comprend les engagements financiers (avec indemnités) de 98 M\$ US (219 M\$ US au 31 octobre 2008) de certains investisseurs tiers dans Great North Trust.
- 5) Le portefeuille sous-jacent est constitué d'un portefeuille statique de 160 sociétés de référence, dont 91,3 % étaient des sociétés de qualité supérieure à la date de l'opération. Parmi ces sociétés, 84,4 % ont actuellement une cote d'au moins BBB- (première qualité). Parmi ces entités, 48 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 2,5 % du portefeuille. Une tranche de 1,25 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point de rattachement se situe à 20 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.

Activités de financement à effet de levier

Nous fournissons du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. Nous montons généralement le crédit financier à effet de levier et syndiquons la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Nous avons vendu nos activités américaines de financement à effet de levier, au titre de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer et nous sommes en voie de liquider nos activités de financement à effet de levier en Europe.

De même que pour les activités de crédit structuré en voie de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet de levier en Europe en voie d'être liquidées est également géré par une équipe spécialisée qui a pour mandat de réduire le portefeuille résiduel. Au 30 avril 2009, nous avons financé des prêts à effet de levier de 943 M\$ (935 M\$ au 31 octobre 2008), ainsi que des lettres de crédit et des engagements non capitalisés de 194 M\$ (210 M\$ au 31 octobre 2008).

Nos positions par secteurs dans des prêts à effet de levier européens (dont aucun n'a fait l'objet d'une dépréciation) sont présentées ci-dessous :

En millions de dollars, au 30 avril 2009	Montants utilisés	Montants non utilisés
Édition	99 \$	31 \$
Télécommunications	15	15
Secteur manufacturier	300	53
Services	270	41
Transports et services publics	17	9
Négociation en gros	242	45
Total	943 \$	194 \$
31 oct. 2008	935 \$	210 \$

Portefeuille américain de swaps sur rendement total

Notre portefeuille américain de swaps sur rendement total est composé de swaps sur rendement total principalement liés à des prêts de qualité inférieure et à des parts de fonds de couverture. Les prêts sous-jacents consistent en six prêts à terme accordés aux grandes entreprises. Les actifs sous-jacents ont une cote de Baa2 ou inférieure. Les échéances moyennes du portefeuille sont de 340 jours. Le montant nominal de référence total des swaps sur rendement total est d'environ 212 M\$ (178 M\$ US). De ce total, un montant de 33 M\$ (28 M\$ US) est lié à des prêts et est adossé à des garanties au comptant de 20 M\$ (17 M\$ US). Les positions dans les fonds de couverture qui restent sont soumises à des tests de valeur de l'actif net qui établissent les exigences en matière de dépôt de garantie, ce qui permet de conserver un actif total disponible équivalent à 133 % du montant nominal de référence. Le tableau ci-après résume la valeur nominale de nos positions.

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Montant nominal de référence
Prêts	28 \$
Fonds de couverture	150
Total	178 \$
31 oct. 2008	1 458 \$

Au cours du trimestre, nous avons continué à réduire le portefeuille en résiliant une partie des swaps sur rendement total et en cédant les actifs sous-jacents connexes. La perte nette du portefeuille de swaps sur rendement total a atteint 6 M\$ pour le trimestre (13 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du PCAC aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous fournissons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 30 avril 2009, nous détenons des titres de PCAC émis par les fonds multicédants que nous soutenons qui offrent des titres de PCAC à des investisseurs externes totalisant 8 M\$ (729 M\$ au 31 octobre 2008), et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 5,7 G\$ (8,7 G\$ au 31 octobre 2008). Nous avons également procuré des facilités de crédit de 50 M\$ (70 M\$ au 31 octobre 2008) à ces fonds multicédants au 30 avril 2009.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans ces fonds multicédants.

En millions de dollars, au 30 avril 2009	Montant ²	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Catégorie d'actif		
Prêts hypothécaires à l'habitation canadiens	2 165 \$	1,8
Location de véhicules	1 129	1,0
Prêts aux franchises	722	1,0
Prêts automobiles	285	0,9
Cartes de crédit	975	3,9 ¹
Locations de matériel et prêts pour le matériel	203	1,2
Divers	9	0,9
Total	5 488 \$	1,8
31 oct. 2008	8 440 \$	1,9

1) Sur la base de la période de rechargement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

2) La facilité de garantie engagée au titre de ces actifs correspond aux montants présentés dans le tableau, à l'exclusion des prêts aux franchises pour lesquels la facilité atteignait 900 M\$.

Les billets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé une performance conforme aux critères qu'ils sont tenus de remplir pour conserver la cote de crédit des billets émis par les fonds multicédants.

Une tranche de 198 M\$ des 2 165 M\$ liés aux prêts hypothécaires à l'habitation canadiens a trait au montant titrisé par la filiale de la division du financement d'un fabricant automobile américain.

Une tranche de 360 M\$ des 1 129 M\$ liés aux contrats de crédit-bail automobile a trait aux soldes découlant

d'entreprises canadiennes spécialisées dans la location de flottes de véhicules, et le reste se rapporte à des fabricants automobiles autres que nord-américains.

Des 285 M\$ liés aux contrats de location de voitures, une tranche de 68 M\$ a trait aux soldes découlant de la division du financement de deux fabricants automobiles américains, une tranche de 18 M\$, aux soldes découlant d'une institution financière réglementée canadienne et le reste, à des fabricants automobiles autres que nord-américains.

En outre, au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons acquis la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust, un fonds multicédants soutenu par la CIBC. Au cours du trimestre considéré, MACRO Trust a acquis des contrats de crédit-bail automobile à recevoir de l'un de nos fonds multicédants. La consolidation du fonds multicédants a entraîné la constatation de 508 M\$ de créances liées au financement de stocks des concessionnaires, de 481 M\$ de contrats de crédit-bail automobile et de 16 M\$ de billets à moyen terme soutenus par des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens au bilan consolidé au 30 avril 2009. Les créances liées au financement de stocks des concessionnaires et les créances sur contrats de crédit-bail automobile sont issues de la division de financement d'un fabricant automobile américain et ont une durée de vie moyenne pondérée estimative de moins d'un an. La durée d'engagement des créances liées au financement de stocks de concessionnaires arrive à échéance le 1^{er} juin 2009.

Nous avons également conclu une facilité consortiale pour un engagement de 364 jours de 475 M\$ avec un fonds monocédant soutenu par la CIBC qui fournit du financement à des franchisés d'un important détaillant canadien. La tranche de notre engagement s'élève à 95 M\$. Au 30 avril 2009, nous avons financé 70 M\$ (76 M\$ au 31 octobre 2008) au moyen de l'émission d'acceptations bancaires.

Nous avons également titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations consolidées liées à la titrisation et aux entités à détenteurs de droits variables effectuées au cours du trimestre figurent à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire, et ce, en vertu de trois programmes. Le programme de prêts à la construction offre un taux de financement variable sur les propriétés en construction. Le programme de crédit-relais offre des taux de financement fixes et variables sur les propriétés qui sont entièrement louées ou dont une partie reste encore à louer ou à rénover. Ces programmes

fournissent la matière pour le programme de prêts à taux fixe permanent du groupe et sont généralement assortis d'une échéance moyenne de 1 an à 3 ans.

Après la phase de construction et la phase de crédit-relais et une fois que les biens sont productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent (généralement assorti d'une échéance de 10 ans). Le segment a aussi des capacités de négociation et de distribution de TACHC. Au 30 avril 2009, nous détenons des TACHC d'une valeur marchande de moins de 1 M\$ US (2 M\$ US au 31 octobre 2008). Au cours du trimestre, nous avons prévu une provision pour pertes sur créances de 7 M\$ (6 M\$ US).

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment au 30 avril 2009.

En millions de dollars US, au 30 avril 2009	Engagements non capitalisés	Prêts financés
Programme de prêt à la construction	111 \$	521 \$
Programme de crédit-relais	230	1 519
Prêts hypothécaires commerciaux à taux fixe	-	91
Total	341 \$	2 131 \$
31 oct. 2008	416 \$	2 018 \$

Risque lié à l'industrie de l'automobile américaine

Nous sommes exposés au risque lié à l'industrie de l'automobile américaine par nos activités de titrisation et au risque lié à nos activités en voie de liquidation relativement au fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques, comme il a été mentionné précédemment. Le tableau ci-dessous présente les prêts et les engagements de crédit inutilisés que nous détenons auprès de l'industrie automobile en Amérique du Nord au 30 avril 2009. En outre, nous avons des créances évaluées à la valeur du marché d'environ 11 M\$ découlant d'opérations de dérivés avec ces contreparties.

En millions de dollars, au 30 avril 2009	Prêts ²	Engagements de crédit inutilisés
Divisions du financement lié aux fabricants automobiles américains ¹	163 \$	9 \$
Fournisseurs et grossistes de pièces d'automobiles	100	344
Détaillants d'automobiles canadiens	524	493
Total	787 \$	846 \$
31 oct. 2008	819 \$	865 \$

- 1) Une tranche de 113 M\$ du risque lié à la division du financement est couverte sur le plan économique au moyen de dérivés de crédit dans nos programmes de couverture de prêts aux entreprises.
- 2) Comprennent les prêts douteux de 5 M\$, 1 M\$ déduction faite des provisions, au 30 avril 2009 (prêts douteux de 9 M\$, 6 M\$ déduction faite des provisions, au 31 octobre 2008).

RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêts	1 273 \$	1 333 \$	1 349 \$	2 606 \$	2 503 \$
Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	888	689	(1 223)	1 577	(2 898)
Total des revenus	2 161	2 022	126	4 183	(395)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	394	284	176	678	348
Frais autres que d'intérêts	1 639	1 653	1 788	3 292	3 549
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	128	85	(1 838)	213	(4 292)
Charge (économie) d'impôts	174	(67)	(731)	107	(1 733)
Participations sans contrôle	5	5	4	10	8
(Perte nette) bénéfice net	(51) \$	147 \$	(1 111) \$	96 \$	(2 567) \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêt a reculé de 76 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des revenus de la trésorerie et du rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la croissance des volumes dans la plupart des produits de détail et la hausse des revenus d'intérêts du financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises.

Le revenu net d'intérêts a reculé de 60 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de moins, du rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail, et de la baisse des revenus de la trésorerie. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des revenus d'intérêts du financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises.

Le revenu net d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2009 a augmenté de 103 M\$, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des volumes de la plupart des produits de détail, de la hausse du revenu d'intérêts du financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises. Ces majorations ont été en partie réduites par les revenus de la trésorerie moindres et le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 2 111 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré, du gain de change sur les activités de rapatriement, comparativement à une perte de change durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de la hausse des gains sur les valeurs disponibles à la vente. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les pertes subies par les programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à des gains réalisés durant le trimestre correspondant de l'exercice précédent, les baisses de valeur relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et

disponibles à la vente dans des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation, la diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs et les baisses de valeurs du portefeuille de Banque d'affaires.

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 199 M\$, ou 29 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré et des gains de change sur les activités de rapatriement, comparativement à une perte de change durant le trimestre précédent. Les pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture au trimestre précédent et les plus faibles baisses de valeurs du portefeuille de Banque d'affaires ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été en partie atténués par les pertes subies par les programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à des gains pour le trimestre précédent, des baisses de valeurs décrites ci-dessus et la baisse des gains sur les valeurs disponibles à la vente.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4 475 M\$ en comparaison avec la même période de 2008, essentiellement en raison de la baisse des pertes sur les activités de crédit structuré et de la hausse des gains sur les valeurs disponibles à la vente. Le gain de change sur les activités de rapatriement, comparativement à une perte de change au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, et la perte de l'exercice précédent subie à la vente de certaines de nos activités aux États-Unis ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les pertes subies par les programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à des gains réalisés durant la période correspondante de l'exercice précédent, la diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs, les baisses de valeurs du portefeuille de Banque d'affaires, les baisses de valeurs décrites ci-dessus, les pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture et la diminution des honoraires de consultation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 218 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de 110 M\$, ou 39 %, par rapport au trimestre précédent et de 330 M\$, ou 95 % au cours du semestre terminé le 30 avril 2009 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation a augmenté de 123 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 49 M\$ par rapport au trimestre précédent, alors que la dotation à la provision pour le semestre jusqu'à maintenant est en hausse de 209 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'accentuation des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté de 33 M\$ par rapport au trimestre précédent, et de 32 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, alors que la dotation à la provision pour le semestre est en hausse de 22 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle surtout des recouvrements moindres et d'une hausse des prêts douteux, principalement aux États-Unis.

En outre la provision générale a connu une hausse de 65 M\$ au cours du trimestre considéré du fait principalement de l'augmentation des prêts aux entreprises et des cartes de crédit, reflet de la détérioration du contexte économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont connu une baisse de 149 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des avantages sociaux, des salaires, des commissions, des honoraires et des frais liés au matériel informatique et matériel de bureau, en partie neutralisée par la hausse de la rémunération liée au rendement. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait des frais juridiques plus élevés.

Les frais autres que d'intérêts ont connu une baisse de 14 M\$, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des dépenses relatives à la rémunération liée au rendement, aux avantages sociaux et aux salaires, en partie neutralisée par la hausse des frais d'occupation et de communication.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2009 ont diminué de 257 M\$, ou 7 %, par rapport à la période correspondante de 2008, surtout en raison de la diminution des charges relatives aux salaires, aux avantages, aux commissions et au matériel informatique et matériel de bureau, contrebalancée en

partie par la hausse de la rémunération liée au rendement. La période correspondante de l'exercice précédent comprenait des frais juridiques plus élevés.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 174 M\$ par rapport à une économie d'impôts de 731 M\$ au même trimestre de l'exercice précédent. Ce changement découle principalement de l'incidence fiscale de la perte subie au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprennent une charge d'impôts de 156 M\$ relativement aux gains de change réalisés sur les activités de rapatriement et une charge d'impôts de 57 M\$ surtout liée à la radiation des actifs d'impôts futurs en raison des taux d'imposition futurs moins élevés prévus par la loi.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 174 M\$ par rapport à une économie d'impôts de 67 M\$ au trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré comprennent les éléments mentionnés précédemment. Les résultats du trimestre précédent comprenaient une économie d'impôts de 52 M\$ relativement aux pertes de change liées aux activités de rapatriement.

La charge d'impôts sur les bénéfices pour le semestre terminé le 30 avril 2009 s'est fixée à 107 M\$, comparativement à une économie d'impôts sur les bénéfices de 1 733 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce changement découle principalement de l'incidence fiscale de la perte subie au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée comprennent aussi une charge d'impôts relativement aux activités de rapatriement, comparativement à un recouvrement d'impôts pour la période correspondante de l'exercice précédent.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1 989 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 52 M\$ US (62 M\$). L'actif d'impôts futurs comprend des reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 1 226 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, un montant de 75 M\$ lié aux reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 477 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Dans son budget de 2009, le Gouvernement de l'Ontario a proposé de réduire le taux d'imposition des sociétés de 14 % à 10 % d'ici 2013. Ces réductions n'étaient pas pratiquement en vigueur aux fins comptables

en date du 30 avril 2009. Si ces réductions entrent en vigueur, nous devons réduire la valeur de nos actifs d'impôts futurs d'un montant pouvant aller jusqu'à 45 M\$.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien a reculé de 23 % en moyenne par rapport au dollar américain, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une hausse de 23 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est déprécié de 1 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre

précédent, qui a entraîné une augmentation de 1 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est déprécié de 23 % en moyenne par rapport au dollar américain pour le semestre terminé le 30 avril 2009 en regard de la période correspondante de 2008, ce qui a donné lieu à une hausse de 33 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action Pour les trois mois terminés le	2009		2008		2007			
	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 252 \$	2 416 \$	2 367 \$	2 377 \$	2 284 \$	2 410 \$	2 855 \$	2 393 \$
Services bancaires de gros	(241)	(368)	(318)	(598)	(2 166)	(2 957)	5	455
Siège social et autres	150	(26)	155	126	8	26	86	131
Total des revenus	2 161	2 022	2 204	1 905	126	(521)	2 946	2 979
Dotation à la provision pour pertes sur créances	394	284	222	203	176	172	132	162
Frais autres que d'intérêts	1 639	1 653	1 927	1 725	1 788	1 761	1 874	1 819
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	128	85	55	(23)	(1 838)	(2 454)	940	998
(Économie) charge d'impôts	174	(67)	(384)	(101)	(731)	(1 002)	45	157
Participations sans contrôle	5	5	3	7	4	4	11	6
Bénéfice net (perte nette)	(51) \$	147 \$	436 \$	71 \$	(1 111) \$	(1 456) \$	884 \$	835 \$
Bénéfice (perte) par action								
- de base	(0,24) \$	0,29 \$	1,07 \$	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,55 \$	2,33 \$
- dilué(e) ¹	(0,24) \$	0,29 \$	1,06 \$	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,53 \$	2,31 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui en général engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de services bancaires de gros.

Les revenus ont été plus élevés au quatrième trimestre de 2007 en raison principalement du gain lié à la restructuration de Visa. Les revenus de services bancaires de gros ont été touchés négativement depuis le troisième trimestre de 2007 par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, tout particulièrement pendant l'exercice 2008 en raison des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008 comprenaient des pertes de change sur les activités de rapatriement, alors que les résultats du deuxième trimestre de 2009 et des quatrième trimestres de 2008 et de 2007 comprenaient des gains de change sur les activités de rapatriement.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au début du second semestre de 2008, surtout en raison de la hausse des pertes du portefeuille de cartes de crédit. Cette situation découle de la croissance des volumes de même que de la détérioration de l'économie dans le secteur des biens de consommation. Les recouvrements et les reprises dans les services bancaires de gros ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le

passé. Les deux trimestres de 2009 comprenaient une augmentation de la provision générale.

La rémunération liée au rendement a diminué depuis le troisième trimestre de 2007. La reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires a également entraîné des frais inférieurs au troisième et au quatrième trimestres de 2007. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 comprennent les charges liées aux indemnités de départ.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée au cours des trois premiers trimestres de 2008, du fait de la perte subie au cours de la période. Une réduction d'impôts de 486 M\$ découlant de la hausse des économies d'impôts attendues par suite du règlement de poursuites judiciaires liées à Enron a été constatée au quatrième trimestre de 2008. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats du deuxième et du quatrième trimestres de 2008 et des deux derniers trimestres de 2007. En règle générale, le revenu exonéré d'impôts a progressé tout au long de la période, jusqu'au troisième trimestre de 2008. Depuis, le revenu exonéré d'impôts accuse une baisse constante. Les dividendes exonérés d'impôts reçus au quatrième trimestre de 2007 ont été plus élevés. Les résultats du dernier trimestre de 2007 ont bénéficié d'un taux d'imposition moindre sur le gain lié à la restructuration de Visa, et les résultats des deux derniers trimestres de 2007 ont été favorisés par un taux d'imposition plus faible sur la reprise nette sur les provisions liées aux questions judiciaires. Les économies d'impôts sur les pertes de change découlant de nos activités de rapatriement ont été incluses dans les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008. Le deuxième trimestre de 2009 et les quatrième trimestres de 2008 et de 2007 comprenaient des charges d'impôts relatives aux activités de rapatriement. Le deuxième trimestre de 2009 comprenait une radiation des actifs d'impôts futurs.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 54 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

Mesure des résultats

En millions de dollars, sauf les données par action		Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
		30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net d'intérêts		1 273 \$	1 333 \$	1 349 \$	2 606 \$	2 503 \$
Revenu autre que d'intérêts		888	689	(1 223)	1 577	(2 898)
Total des revenus présentés selon les états financiers	A	2 161	2 022	126	4 183	(395)
Rajustement selon la BIE	B	14	15	60	29	121
Total des revenus (BIE) ¹	C	2 175 \$	2 037 \$	186 \$	4 212 \$	(274) \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D	1 639 \$	1 653 \$	1 788 \$	3 292 \$	3 549 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels		12	11	10	23	20
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	E	1 627 \$	1 642 \$	1 778 \$	3 269 \$	3 529 \$
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présent(e) selon les états financiers	F	128 \$	85 \$	(1 838) \$	213 \$	(4 292) \$
Rajustement selon la BIE	B	14	15	60	29	121
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle (BIE) ¹	G	142 \$	100 \$	(1 778) \$	242 \$	(4 171) \$
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	K	(90) \$	111 \$	(1 141) \$	21 \$	(2 627) \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels		9	9	8	18	16
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	L	(81) \$	120 \$	(1 133) \$	39 \$	(2 611) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	M	381 410	380 911	380 754	381 156	359 512
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	N	381 779	381 424	382 377	381 599	361 366
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C	74,8 %	80,6 %	négl.	77,6 %	négl.
Bénéfice (perte) de base par action – comptabilité de caisse ¹	L/M	(0,21) \$	0,32 \$	(2,98) \$	0,10 \$	(7,26) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action – comptabilité de caisse ^{1, 2}	L/N	(0,21) \$	0,31 \$	(2,98) \$	0,10 \$	(7,26) \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

2) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

négl. Négligeable en raison de la perte nette.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC offrent une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et à des clients de services bancaires d'entreprise, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenus					
Services bancaires personnels	1 399 \$	1 457 \$	1 409 \$	2 856 \$	2 824 \$
Services bancaires aux entreprises	312	330	328	642	680
Gestion des avoirs	297	323	380	620	776
FirstCaribbean	204	180	122	384	248
Divers	40	126	45	166	166
Total des revenus (a)	2 252	2 416	2 284	4 668	4 694
Dotation à la provision pour pertes sur créances	403	327	209	730	398
Frais autres que d'intérêts (b)	1 304	1 305	1 380	2 609	2 733
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	545	784	695	1 329	1 563
Charge d'impôts	150	217	177	367	381
Participations sans contrôle	5	5	2	10	6
Bénéfice net (c)	390 \$	562 \$	516 \$	952 \$	1 176 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	57,9 %	54,0 %	60,4 %	55,9 %	58,2 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	9 \$	8 \$	8 \$	17 \$	16 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse)² ((b-d)/a)	57,5 %	53,7 %	60,1 %	55,5 %	57,9 %
RCP ²	32,0 %	45,5 %	42,6 %	38,4 %	48,5 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(165) \$	(168) \$	(154) \$	(333) \$	(310) \$
Bénéfice économique ² (c+e)	225 \$	394 \$	362 \$	619 \$	866 \$
Équivalents temps plein	29 241	29 102	29 654	29 241	29 654

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Au premier trimestre de 2009, nous avons remanié nos secteurs d'activité afin de mieux refléter la gestion de nos activités. Par suite du remaniement, les secteurs d'activité se présentent comme suit :

- Services bancaires personnels – comprenant les dépôts personnels et le crédit personnel, les cartes de crédit, les prêts hypothécaires à l'habitation et l'assurance
- Services bancaires aux entreprises – comprenant les dépôts commerciaux et le crédit commercial, les prêts hypothécaires commerciaux et le Groupe Entreprises
- Gestion des avoirs – comprenant les segments Courtage de détail et Gestion d'actifs
- FirstCaribbean
- Divers

De plus, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail vers Siège social et autres, ce qui a eu des répercussions sur le total des revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances et le bénéfice net.

L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ces changements.

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 390 M\$, en baisse de 126 M\$, ou 24 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces résultats

continuent de refléter la conjoncture économique qui a donné lieu à une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une diminution des revenus tirés de la gestion des avoirs. Les baisses ont été en partie contrebalancées par une croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des produits et par des activités de gestion des coûts.

Le bénéfice net a reculé de 172 M\$, ou 31 % en regard du trimestre précédent en raison d'une baisse des revenus et d'une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net pour le semestre terminé le 30 avril 2009 s'est fixé à 952 M\$, en baisse de 224 M\$, ou 19 % par rapport à la période correspondante de 2008. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été en partie contrebalancée par des dépenses moindres.

Revenus

Les revenus ont diminué de 32 M\$, ou 1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont chuté de 10 M\$ en raison du rétrécissement des marges qui ont été en partie contrebalancées par la croissance des volumes dans tous les produits, particulièrement les dépôts et les prêts garantis. Les marges se sont rétrécies dans

l'ensemble en raison d'une baisse des taux d'intérêt touchant les marges sur les dépôts et d'une diminution des honoraires liés à la pénalité de remboursement anticipé, en partie contrebalancées par l'élargissement des écarts entre le taux d'intérêt préférentiel et le taux des acceptations bancaires.

Les revenus de Services bancaires aux entreprises ont régressé de 16 M\$ surtout en raison du rétrécissement des marges découlant de la baisse des taux d'intérêt.

Le repli de 83 M\$ des revenus de Gestion des avoirs est essentiellement attribuable à la diminution des revenus tirés des honoraires découlant du déclin de la valeur des actifs engendré par les conditions du marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont bondi de 82 M\$ principalement à cause de la faiblesse du dollar canadien, des gains liés au remboursement de créances subordonnées et des pertes moins élevées sur les valeurs.

Les revenus ont fléchi de 164 M\$, ou 7 % comparativement au trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont diminué de 58 M\$ principalement à cause des trois jours de moins au trimestre et du rétrécissement des marges, découlant surtout d'une diminution des honoraires liés à la pénalité de remboursement anticipé, en partie contrebalancés par une croissance vigoureuse des volumes des dépôts et des prêts garantis.

Les revenus des Services bancaires aux entreprises ont décliné de 18 M\$ essentiellement en raison des trois jours de moins au trimestre et d'une diminution des volumes des dépôts.

La baisse de 26 M\$ des revenus de Gestion des avoirs est surtout imputable au rétrécissement des marges et à la diminution des revenus tirés des honoraires découlant du déclin de la valeur des actifs.

Les revenus de FirstCaribbean se sont accrus de 24 M\$ surtout en raison de gains liés au remboursement de créances subordonnées et de pertes moins élevées sur les valeurs.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 86 M\$ principalement à cause de la diminution des revenus de trésorerie répartis.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les revenus ont diminué de 26 M\$, ou 1 % en regard de la même période en 2008.

Les revenus de Services bancaires personnels ont augmenté de 32 M\$ principalement en raison de la croissance des volumes dans la plupart des produits, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges découlant surtout de la diminution des frais liés aux pénalités de remboursement anticipé et de l'incidence des taux d'intérêt sur les dépôts.

La baisse de 38 M\$ des revenus de Services bancaires aux entreprises reflète surtout le rétrécissement des

marges, en partie contrebalancé par la croissance des volumes.

Les revenus de Gestion des avoirs ont chuté de 156 M\$ essentiellement à cause de la baisse des revenus tirés des honoraires découlant du déclin de la valeur des actifs, entraîné par les conditions du marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont bondi de 136 M\$ principalement en raison de la faiblesse du dollar canadien, de pertes moins élevées sur les valeurs et de gains liés au remboursement de créances subordonnées.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a bondi de 194 M\$, ou 93 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et fait état d'une augmentation nette de 90 M\$ de la provision pour pertes sur créances. L'augmentation est surtout attribuable aux portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel découlant de la hausse des comptes en souffrance et d'un plus grand nombre de faillites liés à la détérioration du contexte économique.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 76 M\$, ou 23 % par rapport à la période correspondante principalement en raison de l'augmentation nette de 45 M\$ de la provision pour pertes sur créances.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2009 a progressé de 332 M\$, ou 83 % en regard de la même période en 2008 et fait état d'une augmentation nette de 154 M\$ de la provision pour pertes sur créances. L'augmentation est surtout attribuable aux portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel découlant de la hausse des comptes en souffrance et d'un plus grand nombre de faillites liés la détérioration du contexte économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 76 M\$, ou 6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2009 ont chuté de 124 M\$, ou 5 % comparativement à la période correspondante de 2008. Les diminutions s'expliquent surtout par la baisse de la rémunération liée au rendement et des activités de gestion des coûts, en partie contrebalancée par la faiblesse du dollar canadien ayant une incidence sur FirstCaribbean.

Impôts sur les bénéfiques

Les impôts sur les bénéfiques ont régressé de 27 M\$, ou 15 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 14 M\$, ou 4 % pour le semestre terminé le 30 avril 2009 par rapport à la même période en 2008, surtout en raison d'une diminution des bénéfiques, en grande partie contrebalancée par la hausse du taux d'imposition réel.

Les impôts sur les bénéfiques ont diminué de 67 M\$, ou 31 % par rapport au trimestre précédent compte tenu surtout d'une diminution des bénéfiques.

SERVICES BANCAIRES DE GROS

Les **services bancaires de gros** offrent un large éventail des produits des marchés financiers, de produits de crédit, des services bancaires d'investissement, des Services de banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde. Au cours du trimestre, le nom du secteur des services bancaires de gros de la Banque CIBC, soit Marchés mondiaux CIBC, est devenu services bancaires de gros CIBC.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	318 \$	307 \$	194 \$	625 \$	418 \$
Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement	200	156	109	356	290
Divers	(745)	(816)	(2 409)	(1 561)	(5 710)
Total des revenus (BIE) ²	(227)	(353)	(2 106)	(580)	(5 002)
Rajustement selon la BIE	14	15	60	29	121
Total des revenus	(241)	(368)	(2 166)	(609)	(5 123)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	46	19	2	65	19
Frais autres que d'intérêts	247	267	358	514	709
Perte avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(534)	(654)	(2 526)	(1 188)	(5 851)
Économie d'impôts	(161)	(241)	(891)	(402)	(2 057)
Participations sans contrôle	-	-	2	-	2
Perte nette (a)	(373) \$	(413) \$	(1 637) \$	(786) \$	(3 796) \$
RCP ²	(59,0) %	(63,4) %	(293,9) %	(60,4) %	(342,4) %
Montant au titre du capital économique ² (b)	(92) \$	(94) \$	(73) \$	(186) \$	(145) \$
Perte économique ² (a+b)	(465) \$	(507) \$	(1 710) \$	(972) \$	(3 941) \$
Équivalents temps plein	1 084	1 092	1 255	1 084	1 255

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Au premier trimestre de 2009, nous avons remanié nos secteurs d'activité afin de mieux refléter le nouveau positionnement de nos activités. Par suite du remaniement, les secteurs d'activité se présentent comme suit :

- Marchés financiers – comprenant les titres de participation, les dérivés mondiaux et le risque stratégique, les titres à revenu fixe, les monnaies et les activités de distribution
- Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement – comprenant les produits de crédit aux entreprises, les services bancaires d'investissement, le financement immobilier américain et les services de base de Banque d'affaires
- Divers – comprenant les services inactifs de Banque d'affaires, les activités de crédit structuré et les autres activités en voie de liquidation, les activités abandonnées et les programmes de couverture des prêts aux entreprises

L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ces changements.

La perte nette du trimestre considéré s'est établie à 373 M\$, contre une perte nette de 1 637 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte tenu de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré.

La perte nette a diminué de 40 M\$ en regard du trimestre précédent essentiellement à cause de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré et des autres activités en voie de liquidation, ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des services financiers aux entreprises et des services bancaires d'investissement, en partie contrebalancées par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises et des baisses de valeur relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation. Au trimestre précédent, nous avons comptabilisé des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux

couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture.

La perte nette pour le semestre terminé le 30 avril 2009 a chuté de 3 010 M\$ en regard de la même période en 2008, en raison surtout d'une diminution des pertes sur les activités de crédit structuré, en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises.

Revenus

Les revenus ont progressé de 1 925 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Marchés financiers se sont accrus de 124 M\$, principalement en raison de l'augmentation des revenus tirés des titres à revenu fixe et des revenus tirés de la négociation de titres de participation ainsi que de la hausse des revenus tirés des émissions d'actions.

L'accroissement de 91 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises.

Les revenus du segment Divers ont bondi de 1 664 M\$ surtout en raison de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré. L'augmentation a été en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises.

Les revenus se sont raffermis de 127 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont augmenté de 11 M\$ en raison surtout de la hausse des revenus tirés de titres à revenu fixe et des revenus tirés de nouvelles émissions d'actions, en partie contrebalancée par la baisse des revenus tirés des opérations de change et des revenus tirés de la négociation de titres de participation.

L'accroissement de 44 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis et des revenus tirés de notre portefeuille des services de base de Banque d'affaires.

Les revenus du segment Divers se sont accrus de 71 M\$ compte tenu que la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré a été en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises et des autres baisses de valeur susmentionnées. Au trimestre précédent, nous avons également comptabilisé des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les revenus ont augmenté de 4 514 M\$ en regard de la même période en 2008.

Les revenus des Marchés financiers se sont accrus de 207 M\$, en raison surtout d'une augmentation des revenus tirés de la négociation d'actions et des titres à revenu fixe et des revenus tirés des opérations de change.

Les revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement se sont améliorés de 66 M\$ surtout à cause de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises, en partie contrebalancée par la diminution des honoraires de consultation.

Le bond de 4 149 M\$ des revenus du segment Divers traduit principalement la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré, en partie contrebalancée par une augmentation des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises et des baisses de valeur plus élevées dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 44 M\$ de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur créances, de la diminution des recouvrements et de pertes plus importantes subies aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 27 M\$ supérieure au montant du trimestre précédent, principalement à cause de l'augmentation des pertes et de la diminution des recouvrements.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2009 a augmenté de 46 M\$ par rapport à la période correspondante en 2008, surtout en raison de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur créances et de pertes plus importantes subies aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 111 M\$, ou 31 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement d'une baisse des frais liés à des questions judiciaires et des indemnités de départ.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 20 M\$, ou 7 % comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des charges liées aux employés.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2009 ont chuté de 195 M\$, ou 28 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement à cause de la baisse des frais liés à des questions judiciaires et des indemnités de départs et de l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines.

Impôts sur les bénéfices

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices s'est établi respectivement à 161 M\$ et à 402 M\$ pour le trimestre considéré et pour le semestre terminé le 30 avril 2009, contre un recouvrement de 891 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2 057 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008. La diminution du recouvrement d'impôts sur les bénéfices s'explique surtout par la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré. De plus, le revenu tiré de dividendes exonéré d'impôts était moins important pour les périodes considérées.

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices a diminué de 80 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré et des autres activités en voie de liquidation, ainsi que de la radiation de 21 M\$ d'actifs d'impôts futurs.

Équivalents temps plein

Il y avait 171 équivalents temps plein de moins comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison des compressions continues des coûts.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration ainsi que Gestion du risque, qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, en plus des coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, non directement attribuables aux secteurs d'activité. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La portion restante des revenus et des frais est généralement répartie entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Total des revenus	150 \$	(26) \$	8 \$	124 \$	34 \$
Recouvrement de pertes sur créances	(55)	(62)	(35)	(117)	(69)
Frais autres que d'intérêts	88	81	50	169	107
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	117	(45)	(7)	72	(4)
Charge (économie) d'impôts	185	(43)	(17)	142	(57)
(Perte nette) bénéfice net	(68) \$	(2) \$	10 \$	(70) \$	53 \$
Équivalents temps plein	11 980	12 126	13 215	11 980	13 215

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Au premier trimestre de 2009, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail vers Siège social et autres, ce qui a eu des répercussions sur le total des revenus, la reprise sur provision pour pertes sur créances et le bénéfice net. L'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ce changement.

La perte nette du trimestre considéré s'est établie à 68 M\$ par rapport à un bénéfice net de 10 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la diminution des revenus de trésorerie et de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis, en partie contrebalancées par le gain net réalisé sur les activités de rapatriement.

La hausse de 66 M\$ de la perte nette par rapport au trimestre précédent découle surtout du rajustement des actifs d'impôts futurs selon les taux d'imposition futurs prévus par la loi, lesquels sont moins élevés, de même que de la diminution des revenus de trésorerie, en partie contrebalancés par des pertes moins importantes liées aux activités de titrisation.

La perte nette s'est fixée à 70 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009, contre un bénéfice net de 53 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout du rajustement des actifs d'impôts futurs selon les taux d'imposition futurs prévus par la loi, lesquels sont moins élevés, de la diminution des revenus de trésorerie, de l'augmentation des coûts de soutien du siège social non répartis et de la hausse des pertes liées aux activités de titrisation. Ces pertes ont été en partie

contrebalancées par le gain net réalisé sur les activités de rapatriement.

Revenus

Les revenus ont bondi de 142 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement à cause d'un gain de change de 159 M\$ sur les activités de rapatriement, contre une perte de change de 65 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, contrebalancé par la diminution des revenus de trésorerie et l'augmentation des pertes liées aux activités de titrisation.

Les revenus ont progressé de 176 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du gain de change sur les activités de rapatriement susmentionné, comparativement à une perte de change de 48 M\$ au trimestre précédent, et de la baisse des pertes liées aux activités de titrisation, contrebalancés par la diminution des revenus de trésorerie.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, les revenus ont augmenté de 90 M\$ en regard de la même période en 2008, surtout en raison d'un gain de change net de 111 M\$ sur les activités de rapatriement, par rapport à une perte de change de 65 M\$ à la période correspondante l'an dernier, en partie contrebalancé par la diminution des revenus de trésorerie et par l'augmentation des pertes liées aux activités de titrisation. La période correspondante de l'exercice précédent a été marquée par des pertes liées aux opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Recouvrement de pertes sur créances

Le recouvrement de pertes sur créances s'explique essentiellement par la titrisation de créances découlant de la réduction des prêts et créances imputable à ces activités.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 38 M\$, ou 76 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des indemnités de départ et de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 7 M\$, ou 9 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des indemnités de départ, en partie contrebalancés par la régression des coûts de soutien du siège social non répartis.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2009 ont augmenté de 62 M\$, ou 58 % comparativement à la même période en 2008, essentiellement à cause des indemnités de départ et de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis. La période correspondante de l'exercice précédent comprenait des recouvrements plus élevés liés aux DPVA.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts a été de 185 M\$, contre une économie d'impôts de 17 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la charge d'impôts de 156 M\$ se rapportant au gain de change sur les activités de rapatriement susmentionné et de la radiation de 36 M\$ des actifs d'impôts futurs découlant des taux d'imposition futurs moins élevés prévus par la loi. Les résultats du trimestre de l'exercice précédent comprenaient une économie d'impôts de 44 M\$ relativement à la perte de change liée aux activités de rapatriement.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie respectivement à 185 M\$ et à 142 M\$ pour le trimestre considéré et pour le semestre terminé le 30 avril 2009, en regard d'une économie d'impôts respectivement de 43 M\$ et de 57 M\$ pour le trimestre précédent et le semestre terminé le 30 avril 2008. La variation est principalement attribuable aux incidences fiscales des éléments susmentionnés et à la constatation d'une économie d'impôts de 52 M\$ liée à une perte de change sur les activités de rapatriement au trimestre précédent.

Équivalents temps plein

Les équivalents temps plein comptaient 1 235 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des compressions continues des coûts et de la réduction du soutien à l'infrastructure découlant de la vente de certaines de nos activités américaines.

Il y avait 146 équivalents temps plein de moins comparativement au trimestre précédent principalement en raison des compressions continues des coûts.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

	30 avril 2009	31 oct. 2008
En millions de dollars, au		
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	8 301 \$	8 959 \$
Valeurs mobilières	86 222	79 171
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32 674	35 596
Prêts	153 512	171 475
Instruments dérivés	34 048	28 644
Autres actifs	32 606	30 085
Total de l'actif	347 363 \$	353 930 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	221 912 \$	232 952 \$
Instruments dérivés	38 094	32 742
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	42 057	44 947
Autres passifs	24 096	22 015
Titres secondaires	6 612	6 658
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	175	185
Capitaux propres	13 817	13 831
Total du passif et des capitaux propres	347 363 \$	353 930 \$

Actif

Le total de l'actif a diminué de 6,6 G\$, ou 2 %, pour la période de six mois par rapport au total du 31 octobre 2008.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 7,1 G\$, ou 9 %, et comprennent les valeurs disponibles à la vente, les valeurs du compte de négociation, les valeurs désignées à la juste valeur et les valeurs détenues jusqu'à l'échéance. Au cours de la période de six mois, les valeurs du compte de négociation venues à échéance ont été réinvesties dans des titres d'emprunt et des titres du gouvernement, lesquels sont classés à titre de valeurs disponibles à la vente. Les valeurs désignées à la juste valeur se sont accrues compte tenu de la poursuite des opérations de titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation.

La diminution des valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres s'explique en grande partie par des décisions d'entreprise visant à réduire certains risques sous-jacents.

Les prêts ont diminué d'environ 18,0 G\$, ou 10 %, principalement en raison de la titrisation de prêts hypothécaires susmentionnée et des remboursements, contrebalancée en partie par la croissance des volumes pour la plupart des produits de détail.

Les instruments dérivés ont augmenté surtout à cause de la valeur marchande des dérivés de taux d'intérêt découlant de la variation des taux d'intérêt, neutralisée en partie par la réduction de la valeur marchande des dérivés de change.

La hausse des autres actifs est principalement attribuable à l'augmentation des garanties sur dérivés à recevoir et des engagements de clients en vertu d'acceptations.

Passif

Le total du passif a diminué de 6,6 G\$, ou 2 %, pour la période de six mois par rapport au total du 31 octobre 2008.

La baisse des dépôts de 11,0 G\$, ou 5 %, s'explique en majeure partie par une réduction des dépôts d'entreprises et gouvernements et des dépôts de banques découlant de nos exigences de financement, contrebalancée en partie par la croissance des dépôts de particuliers.

Les instruments dérivés classés comme passif ont augmenté pour les mêmes raisons abordées ci-dessus dans la section des instruments dérivés classés comme actif.

Les engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de prises en pension de titres ont diminué principalement en raison des exigences de financement.

Les autres passifs ont progressé essentiellement à cause de l'augmentation des garanties sur dérivés à payer et des acceptations bancaires.

Capitaux propres

Les capitaux propres incluent les bénéfices de l'exercice considéré et le produit de l'émission d'actions privilégiées de la série 35 et de la série 37, contrebalancés par le versement de dividendes.

Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, à augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et à satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 63 à 66 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Activités importantes de gestion du capital

Le 13 mars 2009, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1, série A à 9,976 % d'un capital de 1,3 G\$ échéant le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1, série B à 10,25 % d'un capital de 300 M\$ échéant le 30 juin 2108 (ensemble, les billets). Les billets sont admissibles au titre des fonds propres réglementaires de première catégorie.

Au cours du trimestre, nous avons conclu une émission de 13 millions d'actions privilégiées de catégorie A, à dividende non cumulatif, à taux rajusté, série 35 pour un produit net de 319 M\$ ainsi qu'une émission de 8 millions d'actions privilégiées de catégorie A, à dividende non cumulatif, à taux rajusté, série 37 pour un produit net de 196 M\$. Nous avons également annoncé notre intention de racheter nos débetures (créances subordonnées) à 4,25 %, soit 750 M\$, venant à échéance le 1^{er} juin 2014, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, conformément à leurs modalités.

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 6 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 30 avril 2009	Pour les six mois terminés le 30 avril 2009
Émission d'actions ordinaires	16 \$	28 \$
Émission d'actions privilégiées	525	525
Dividendes		
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	(39)	(75)
Actions privilégiées – classées à titre de passif	(8)	(16)
Actions ordinaires	(331)	(663)

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Les changements dans les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau qui suit :

En millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Fonds propres de première catégorie	13 732 \$	12 365 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	5 299	5 764
Total des fonds propres réglementaires	19 031	18 129
Actif pondéré en fonction du risque	119 561	117 946
Ratio des fonds propres de première catégorie	11,5 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	15,9 %	15,4 %
Ratio actif/fonds propres	16,6 x	17,9 x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a augmenté de 1 % et le ratio du total des fonds propres, de 0,5 % depuis la fin de l'exercice, principalement en raison des billets émis par CIBC Capital Trust et de l'émission d'actions privilégiées susmentionnée. Les ratios ont également profité de la baisse des actifs pondérés en fonction du risque liés aux prêts hypothécaires à l'habitation en raison de la hausse des prêts hypothécaires garantis. Les ratios ont subi l'incidence négative des charges liées aux activités de crédit structuré au premier semestre et de la croissance des actifs pondérés en fonction du risque de crédit dans le portefeuille de négociation, imputables surtout à la baisse des cotes des garants financiers.

Par ailleurs, le ratio des fonds propres de première catégorie a été durement touché par la fin des dispositions transitoires du BSIF visant les droits acquis au titre des investissements importants avant le 31 décembre 2006, lesquels ont été entièrement déduits des fonds propres de deuxième catégorie à la fin de l'exercice. De plus, comme l'exige le BSIF, le rachat prévu de 750 M\$ de nos débetures à 4,25 %, venant à échéance le 1^{er} juin 2009, est reflété dans le ratio du total des fonds propres au 30 avril 2009.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 67 à 69 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Les risques associés aux entités non consolidées prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant. Les placements, généralement des valeurs mobilières, sont présentés à la juste valeur. Les prêts, dont aucun n'est douteux, sont comptabilisés à la valeur nominale. Les facilités de liquidité et de crédit inutilisées ainsi que les dérivés de crédit vendus sont présentés selon les montants nominaux de référence.

En millions de dollars, au	30 avril 2009			31 oct. 2008		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées ³	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées ³	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	78 \$	5 707 \$ ³	- \$	805 \$	7 984 \$ ³	- \$
Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC	725	61	722	772	69	766
Entités structurées par des tiers	6 926	857	15 497	8 167	1 091	17 174

- 1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités créées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Federal Home Loan Banks, la Federal Farm Credit Banks et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae). Le risque a été couvert par des dérivés de crédit avec des tiers pour un montant de 6,0 G\$ (6,7 G\$ au 31 octobre 2008).
- 2) Comprennent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur négative comptabilisée dans le bilan consolidé a été de 5,8 G\$ ((5,6) G\$ au 31 octobre 2008). Un montant nominal totalisant 14,5 G\$ (16,0 G\$ au 31 octobre 2008) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite du rajustement lié à l'évaluation du crédit, s'est établie à 1,1 G\$ (1,2 G\$ au 31 octobre 2008). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 1,4 G\$ (1,3 G\$ au 31 octobre 2008).
- 3) Déduction faite d'un investissement et de prêts de 78 M\$ (805 M\$ au 31 octobre 2008) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.

Au cours du trimestre, MACRO Trust, un fonds multicédants soutenu par la CIBC, a acquis des créances sur contrats de location de voitures de l'un de nos fonds multicédants. Au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons fait l'acquisition de la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation au bilan consolidé de 508 M\$ au titre des créances liées au financement de stocks des concessionnaires, de 481 M\$ au titre des créances sur contrats de location de voitures et de 16 M\$ au titre des billets à moyen terme soutenus par des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens au 30 avril 2009. Les créances liées au financement de stocks des concessionnaires et les créances sur contrat de location de voitures de concessionnaires sont issues de la division de financement d'un fabricant automobile américain et ont une durée de vie moyenne pondérée estimative de moins d'un an. La durée d'engagement des créances liées au financement de stocks de concessionnaires arrive à échéance le 1^{er} juin 2009.

Par ailleurs, au cours du trimestre, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC de 1,6 G\$.

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 70 à 83 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Les principales politiques de gestion du risque sont approuvées ou renouvelées chaque année par les comités du conseil et les comités de gestion applicables. Des renseignements additionnels sur la gestion du risque par les comités du conseil et les comités de gestion sont donnés à la section Gouvernance de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Plusieurs divisions au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque. Par suite de la restructuration de la gestion du risque au cours du premier trimestre, ce groupe est maintenant constitué des quatre divisions suivantes :

- La division **Gestion des risques liés aux marchés financiers** qui offre une surveillance indépendante des politiques, procédures et normes liées à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit dans nos activités de négociation et du risque opérationnel de négociation à l'échelle des portefeuilles de la CIBC.
- La division **Gestion du risque des produits, Produits de cartes, Crédit de détail et Prêts hypothécaires** qui surveille la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de cartes de crédit, de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts de détail, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- La division **Crédit sur stock et Gestion du risque de placement** qui est responsable de la qualité des portefeuilles de la CIBC pondérés en fonction du risque au moyen de la gestion générale de l'approbation du risque de crédit relatif aux PME, aux grandes entreprises et au crédit sur stock, ainsi que la gestion des portefeuilles de créances spéciales et des portefeuilles de placement.
- La division **Services liés au risque** qui est responsable d'une gamme d'activités, dont l'analyse stratégique des risques; la gestion du portefeuille de crédit; la présentation de l'information financière aux termes de l'Accord de Bâle II; le capital économique; l'analyse du risque de crédit; la méthode de notation du risque; la gestion du risque opérationnel et des risques d'entreprise; l'approbation et la validation des modèles et des paramètres.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Processus et contrôle

Le contrôle du processus d'approbation du crédit est centralisé, toutes les demandes de crédit importantes étant envoyées à une unité de gestion du risque de crédit, qui n'a aucun lien avec les activités de montage de prêts. Les pouvoirs d'approbation dépendent du niveau de risque et du montant demandé. Dans certains cas, les demandes de crédit doivent être soumises au Comité de gestion du risque (CGR) pour approbation.

Après l'approbation initiale, chaque risque de crédit continue d'être surveillé et, au moins chaque année, une évaluation complète du risque, y compris la révision des notes, est consignée en dossier. Les comptes très risqués sont surveillés de près et sont revus au moins chaque trimestre. De plus, des groupes de recouvrement et des groupes spécialisés de restructuration gèrent au quotidien les prêts très risqués pour maximiser les recouvrements.

Limites de risque de crédit

Des limites de crédit sont établies pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements afin de diversifier le portefeuille et de gérer la concentration du risque. Il s'agit par exemple de limites fixées pour des emprunteurs, des groupes d'emprunteurs liés, des secteurs, des pays ou des régions géographiques, et des produits ou des portefeuilles. La vente directe de prêts, les opérations de couverture de dérivés de crédit ou d'opérations structurées servent à réduire les concentrations de risque.

Atténuation du risque de crédit

Nos politiques en matière de gestion du risque de crédit comprennent des exigences liées à l'évaluation et à la gestion des garanties, notamment des exigences sur le plan de la vérification et de la certitude juridique. Les évaluations sont mises à jour périodiquement selon la nature des garanties. Les principaux types de garanties sont les suivants : des liquidités ou des valeurs s'il s'agit de prêts de valeurs et d'opérations de prise en pension de titres; des droits grevant les stocks, les débiteurs et les immeubles pour les prêts accordés aux emprunteurs commerciaux; des prêts hypothécaires sur des biens immeubles résidentiels dans le cas de prêts de détail et

des actifs d'exploitation pour ce qui est des emprunts de grandes entreprises et de PME.

Nous obtenons des cautionnements et des assurances de tiers afin de réduire le risque associé à nos portefeuilles de prêts. La plus importante de ces garanties est liée à la tranche de notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation garantie par la SCHL, société détenue par le gouvernement du Canada ou par d'autres contreparties de qualité supérieure.

Nous utilisons les dérivés de crédit pour atténuer les concentrations de prêts dans des secteurs d'activité et le risque lié aux prêts relatifs à un débiteur particulier, ou aux fins de techniques de diversification du portefeuille.

Nous limitons le risque de crédit des dérivés négociés hors Bourse par l'utilisation d'accords généraux de compensation de dérivés multiproduits et de garanties.

Exposition au risque de crédit

Notre exposition brute au risque de crédit évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan était de 474,6 G\$ au 30 avril 2009 (458,7 G\$ au 31 octobre 2008). Une augmentation des montants utilisés dans la catégorie des entités souveraines est surtout attribuable aux titres des gouvernements du Canada et des États-Unis ainsi que de leurs organismes respectifs. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution des montants utilisés dans le secteur du crédit personnel garanti – immobilier compte tenu des montants titrisés au titre des programmes de titrisation des prêts hypothécaires au cours de la période.

Exposition brute en cas de défaillance, compte non tenu de l'atténuation du risque de crédit

En millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée¹		
Montants utilisés	117 542 \$	83 686 \$
Engagements non utilisés	21 466	21 309
Transactions assimilées à des mises en pension	82 776	82 975
Divers – hors bilan	39 408	41 163
Produits dérivés de gré à gré	17 982	18 763
	279 174 \$	247 896 \$
Portefeuille de détail – approche NI avancée¹		
Montants utilisés	114 495 \$	128 648 \$
Engagements non utilisés	45 328	44 003
Divers – hors bilan	302	105
	160 125 \$	172 756 \$
Portefeuilles standardisés	14 582 \$	14 714 \$
Expositions liées à la titrisation	20 740	23 356
	474 621 \$	458 722 \$

1) Approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée).

Au 30 avril 2009, le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée comportait un montant de 2,1 G\$ (1,7 G\$ au 31 octobre 2008) comptabilisé au titre de l'exposition en cas de défaillance incluse dans la fourchette devant être inscrite sur la liste de surveillance.

L'augmentation des expositions à inscrire sur la liste de surveillance s'explique principalement par des hausses liées au secteur des services financiers. La majeure partie des expositions à inscrire sur la liste de surveillance découle du secteur des services financiers, notamment les expositions ayant trait aux garants financiers, lesquelles sont expliquées plus en détails à la section Activités en voie de liquidation.

Risque de crédit de contrepartie

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2008.

Nous établissons un rajustement de valeur du crédit pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Au 30 avril 2009, le rajustement de valeur du crédit pour toutes les contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés s'élevait à 5,3 G\$ (4,7 G\$ au 31 octobre 2008).

Notation des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés¹

En milliards de dollars, au	30 avril 2009		31 oct. 2008	
Équivalent de Standard & Poor's		%		%
AAA à BBB-	7,3 \$	67,3	8,3 \$	80,9
BB+ à B-	2,6	23,2	1,2	11,5
CCC+ à CCC-	0,9	8,2	0,7	6,6
Inférieure à CCC-	0,1	1,1	-	0,2
Sans cote	-	0,2	0,1	0,8
Total	10,9 \$	100,0	10,3 \$	100,0

1) Évaluation à la valeur du marché des contrats de dérivés, compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit et des accords généraux de compensation de dérivés, mais compte non tenu des garanties.

Prêts douteux, provision et dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	721 \$	584 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	542	399
Total des prêts douteux bruts	1 263 \$	983 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	1 021 \$	888 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	672	558
Total de la provision pour pertes sur créances	1 693 \$	1 446 \$
Se composent de ce qui suit :		
Provision spécifique pour prêts	780 \$	631 \$
Provision générale pour prêts ²	913	815
Total de la provision pour pertes sur créances	1 693 \$	1 446 \$

- 1) Comprennent des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.
- 2) Exclut la provision générale au titre des facilités de crédit inutilisées de 75 M\$ (77 M\$ au 31 octobre 2008).

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 280 M\$, ou 28 %, en regard du 31 octobre 2008. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 137 M\$, ou 23 %, surtout en raison de l'augmentation de nouvelles classifications de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts personnels au Canada. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 143 M\$, ou 36 %, le secteur des services aux entreprises ayant compté pour 73 M\$ de cette augmentation. Les prêts douteux bruts immobiliers se sont accrus de 28 M\$ en raison de deux nouveaux comptes de prêts douteux aux États-Unis.

Depuis le 31 octobre 2008, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 247 M\$, ou 17 %. La provision spécifique s'est accrue de 149 M\$, ou 24 %, principalement en raison des cartes de crédit, des prêts personnels et des services aux entreprises. La provision générale a connu une hausse de 98 M\$, ou 12 %, du fait de l'augmentation des prêts aux entreprises et des cartes de crédit.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

Risque de marché

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC.

La VAR pour les trois mois terminés le 30 avril 2009 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation, comme il est précisé aux pages 11 à 19 du présent rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation.

Le risque moyen total a diminué de 19 % par rapport au dernier trimestre, surtout en raison de la réduction proactive de notre risque de marché des portefeuilles de négociation.

La perte du marché réalisée réelle peut différer de la perte supposée par la mesure de la VAR pour diverses raisons. Les fluctuations des taux et des cours du marché peuvent différer de celles du passé qui sont utilisées pour calculer la mesure de la VAR. Par ailleurs, la mesure de la VAR ne tient pas compte des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009		31 janv. 2009		30 avril 2008		30 avril 2009	30 avril 2008		
	Haute	Faible	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	5,6 \$	1,8 \$	2,8 \$	3,3 \$	4,5 \$	4,8 \$	7,5 \$	7,6 \$	4,0 \$	7,5 \$
Risque d'écart de taux	1,8	0,9	1,2	1,3	1,6	2,1	3,6	5,0	1,7	8,9
Risque lié aux actions	6,1	1,7	1,8	3,3	4,0	4,8	5,0	5,3	4,1	5,2
Risque de change	1,1	0,2	0,4	0,6	0,5	1,3	0,5	0,6	0,9	0,7
Risque lié aux marchandises	2,7	0,5	0,6	0,8	0,8	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8
Risque spécifique de la dette	6,1	2,2	5,1	3,9	2,4	2,3	7,8	8,0	3,1	9,2
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(5,4)	(6,6)	(7,1)	(7,8)	(13,0)	(13,3)	(7,1)	(16,0)
Risque total	8,2 \$	5,7 \$	6,5 \$	6,6 \$	6,7 \$	8,1 \$	12,0 \$	14,0 \$	7,4 \$	16,3 \$

1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

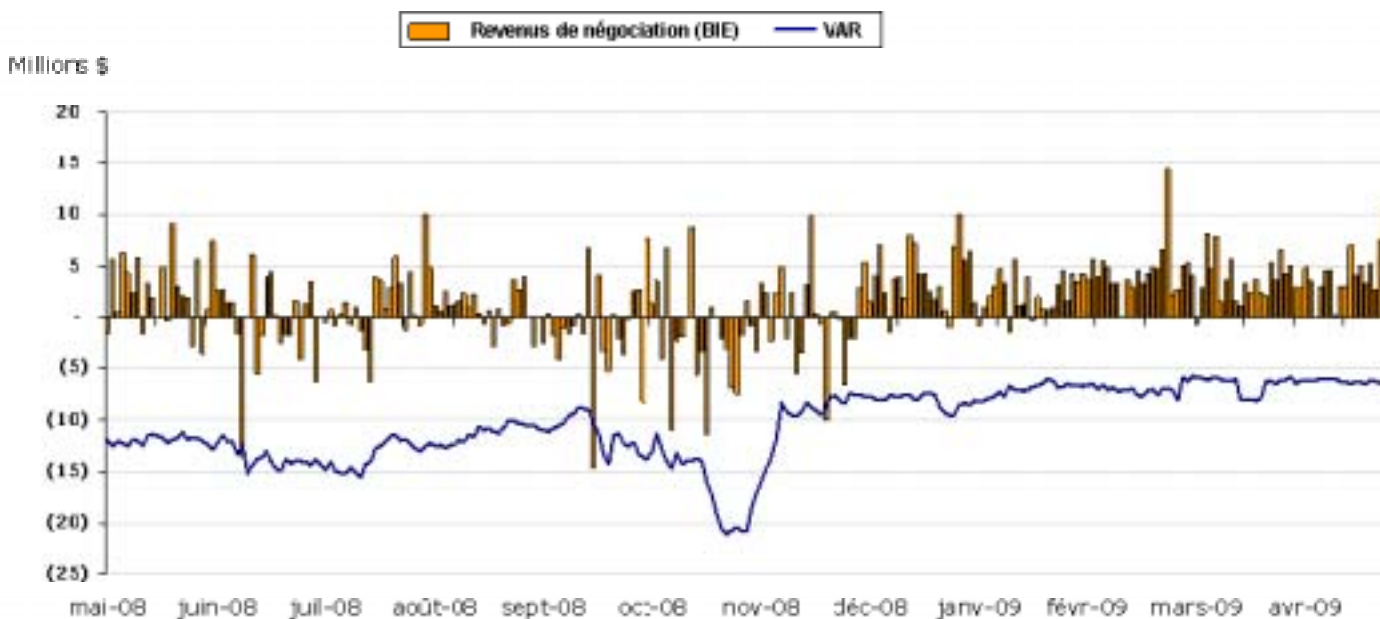
Revenus de négociation

Le graphique d'essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare les revenus quotidiens réels de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de la VAR du jour précédent.

Les revenus de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 98 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR au cours du trimestre. Les revenus quotidiens moyens de négociation (BIE)¹ se sont élevés à 4,1 M\$ au cours du trimestre.

Les revenus de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte de la perte de 34,6 M\$ ayant trait à la consolidation d'entités à détenteurs de droits variables ainsi qu'aux pertes découlant des activités de négociation subies dans les secteurs en voie de liquidation, notamment 558 M\$ ayant trait à la diminution de la juste valeur du crédit structuré et aux rajustements de valeur à l'égard du risque de crédit effectués par la contrepartie et 50 M\$ ayant trait aux pertes subies des autres positions dans les portefeuilles en voie de liquidation.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR (préliminaire)



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau ci-après fait état de l'incidence possible sur les douze prochains mois d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs ainsi que pour tenir compte de la chute soudaine des taux d'intérêts dans le contexte actuel.

Sensibilité aux taux d'intérêt – activités autres que de négociation (après impôts)

En millions de dollars, au	30 avril 2009			31 janv. 2009			30 avril 2008		
	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	158 \$	(17) \$	6 \$	115 \$	(21) \$	8 \$	51 \$	(6) \$	(1) \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	203	(47)	3	203	(48)	(3)	171	16	33
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	(11) \$	2 \$	5 \$	(53) \$	20 \$	(9) \$	(62) \$	6 \$	1 \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(160)	26	1	(226)	47	1	(264)	(16)	(35)

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Nous obtenons du financement auprès de sources de détail et de gros. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail. Au 30 avril 2009, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 95,5 G\$ (90,5 G\$ au 31 octobre 2008).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, à l'intérieur de limites imposées par la prudence, parmi une gamme d'échéances à l'aide de divers moyens de financement, de la titrisation des créances, d'une capitalisation adéquate et de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds. Ensemble, ces stratégies diminuent la dépendance envers le financement de gros à court terme.

De nouvelles facilités mises en œuvre en 2008 par divers gouvernements et des banques centrales du monde entier, y compris la Banque du Canada et la Federal Reserve Bank, approvisionnent en liquidités les systèmes financiers. Ces mesures exceptionnelles d'approvisionnement en liquidités comprennent

l'élargissement des types admissibles de garanties, et la disponibilité de liquidités à terme au moyen de prises en pension de titres et la vente à la SCHL de blocs de titres hypothécaires à l'habitation couverts par la *Loi nationale sur l'habitation*. De temps à autre, nous utilisons ces facilités de financement à terme, donnant en garantie de ces obligations une combinaison d'actifs des secteurs public et privé.

Le sommaire des actifs liquides au bilan est présenté dans le tableau qui suit :

En milliards de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Encaisse	1,0 \$	1,1 \$
Dépôts auprès d'autres banques	7,1	7,9
Valeurs émises par le gouvernement du Canada ¹	18,0	5,5
Titres adossés à des créances hypothécaires ¹	27,1	20,7
Autres valeurs ²	28,0	39,6
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32,7	35,6
	113,9 \$	110,4 \$

1) Représentent des valeurs dont la durée résiduelle du contrat est de plus d'un an.

2) Comprennent les valeurs disponibles à la vente et les titres désignés à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 30 avril 2009, les actifs cédés en garantie, y compris à l'égard des obligations couvertes et des valeurs empruntées ou financées au moyen de mises en pension de titres, atteignaient 45,2 G\$ (44,6 G\$ au 31 octobre 2008).

L'accès aux sources de financement de gros et le coût de financement dépendent de divers facteurs, dont les cotes de crédit. En raison d'un changement à la méthode de notation, DBRS a accordé aux actions

privilégiées et aux instruments novateurs de première catégorie de toutes les banques canadiennes, y compris la CIBC, la cote sous surveillance assortie d'incidences négatives. Dans un revirement positif, après le 30 avril 2009, Fitch a confirmé et revu nos cotes, les faisant passer de surveillance négative à perspective négative. Il n'y a pas eu de changements importants à nos autres cotes.

Nos niveaux de financement et de liquidité sont demeurés stables et solides au cours de la période et nous ne prévoyons pas d'événements, d'engagements ou de demandes qui pourraient avoir une incidence notable sur notre position en matière de risque d'illiquidité.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de capital à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent aux pages 81 à 82 de la Reddition de comptes annuelle 2008. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Risque opérationnel

En décembre 2008, nous avons reçu l'approbation formelle du BSIF pour l'application de l'approche des mesures avancées (AMA) visant le risque opérationnel.

Autres risques

Nous avons également des politiques et des procédés pour mesurer, surveiller et contrôler les autres risques, notamment les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation, le risque stratégique et le risque environnemental.

Pour plus de précisions, se reporter aux pages 82 à 83 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET AU CONTRÔLE

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2008.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 83 à 88 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Évaluation des instruments financiers

Les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer les sources d'établissement de la juste valeur des instruments financiers devant être détenus à la juste valeur dans le bilan consolidé et le pourcentage des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen de ces techniques figurent dans le tableau ci-après :

	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables du marché	Technique d'évaluation – données observables autres que du marché
Au 30 avril 2009			
Actif			
Valeurs du compte de négociation	76 %	17 %	7 %
Valeurs disponibles à la vente	86	10	4
Instruments financiers désignés à la juste valeur	6	93	1
Instruments dérivés	3	86	11
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	86 %	14 %	- %
Instruments financiers désignés à la juste valeur	-	97	3
Instruments dérivés	2	77	21
Au 31 octobre 2008			
Actif			
Valeurs du compte de négociation	87 %	10 %	3 %
Valeurs disponibles à la vente	54	39	7
Instruments financiers désignés à la juste valeur	3	96	1
Instruments dérivés	4	82	14
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	74 %	26 %	- %
Instruments financiers désignés à la juste valeur	-	88	12
Instruments dérivés	4	73	23

Le tableau qui suit présente les montants des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données observables autres que du marché en ce qui a trait à l'ensemble de la CIBC et aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En millions de dollars, au 30 avril 2009	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	Total CIBC	Total CIBC
Actif			
Valeurs du compte de négociation	524 \$	1 007 \$	7 %
Valeurs disponibles à la vente	14	1 415	4
Instruments financiers désignés à la juste valeur	191	200	1
Instruments dérivés	3 626	3 784	11
Passif			
Instruments financiers désignés à la juste valeur	334	334	3
Instruments dérivés	6 965	7 932	21

Nous faisons preuve de jugement pour établir les rajustements de la valeur compte tenu de divers facteurs touchant l'évaluation. Ces facteurs comprennent, entre autres, sans s'y limiter, l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, l'illiquidité découlant des problèmes d'absorption du marché, l'incertitude des paramètres et d'autres risques de marché, le risque lié aux modèles, le risque de crédit et les frais d'administration futurs.

Le tableau suivant résume nos rajustements de valeur.

En millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Valeurs du compte de négociation		
Risque de marché	14 \$	43 \$
Dérivés		
Risque de marché	128	223
Risque de crédit	5 297	4 672
Frais d'administration	38	30
Divers	3	6
	5 480 \$	4 974 \$

La plupart de nos activités de crédit structuré en cours de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données autres que du marché observable. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (éléments que nous considérons tous comme des données observables autres que du marché), servent principalement à l'évaluation de ces positions.

Nous jugeons si un rajustement de valeur du crédit est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Nos rajustements de valeur du crédit reposent sur les écarts de taux observables sur le marché pour chacune des contreparties, ou des données de remplacement d'une qualité de crédit comparable lorsque des écarts de taux observables n'existent pas, où lorsque les écarts de taux observables sont considérés ne pas être représentatifs d'un

marché actif. Ces écarts sont appliqués en relation à la durée moyenne pondérée des instruments sous-jacents protégés par ces contreparties, et les probabilités de défaillance liées à ces écarts sont prises en compte. Par ailleurs, notre méthode tient en compte la corrélation entre le rendement des actifs sous-jacents et les contreparties.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 3 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et de 66 M\$ dans notre portefeuille de titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, à l'exclusion de nos positions non couvertes détenues jusqu'à l'échéance et compte non tenu de notre accord avec Cerberus.

Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan autres que celles classées comme détenues jusqu'à l'échéance et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la juste valeur (avant les rajustements de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit dans nos positions de crédit structuré couvertes entraîneraient une perte nette d'environ 252 M\$, compte non tenu de la protection de Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement contrebalancer toute variation de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, des garants financiers entraînerait une perte nette d'environ 247 M\$.

La perte totale nette constatée dans les états des résultats consolidés liés aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres du marché non observables, s'est élevée à 338 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 (1 148 M\$ pour les six mois terminés le 30 avril 2009).

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et

des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient.

Nos politiques établissent des normes exigeant que la vérification indépendante du prix des instruments négociés se fasse au moins chaque mois. Si aucun prix adéquat n'est disponible sur le marché et que cette situation engendre la non-conformité pour une position particulière, la direction doit évaluer le besoin d'établir un rajustement de valeur pour faire face aux incertitudes à l'égard de l'évaluation.

Reclassement des actifs financiers

En octobre 2008, certains actifs financiers détenus à des fins de négociation, pour lesquels il n'existait pas de marché actif et que la direction a l'intention de conserver jusqu'à leur échéance ou de conserver pour un avenir prévisible, ont été reclassés en date du 1^{er} août 2008, à la juste valeur à cette date respectivement comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. Au cours du premier trimestre, nous avons également reclassé 144 M\$ d'actifs financiers détenus à des fins de négociation comme valeurs disponibles à la vente.

Si le reclassement susmentionné n'avait pas été effectué, les résultats au cours du trimestre liés aux valeurs reclassées dans les catégories valeurs détenues jusqu'à l'échéance et valeurs disponibles à la vente auraient été respectivement inférieurs de 77 M\$ et supérieurs de 37 M\$ (respectivement inférieurs de 399 M\$ et supérieurs de 11 M\$ pour les valeurs détenues jusqu'à l'échéance et pour les valeurs disponibles à la vente pour les six mois terminés le 30 avril 2009).

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Actifs incorporels

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », en remplacement du chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et du chapitre 3450 du *Manuel de l'ICCA*, « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

L'adoption de cette norme n'a entraîné aucune modification dans la constatation de nos écarts d'acquisition et de nos actifs incorporels. Toutefois, nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application d'une valeur comptable nette de 374 M\$ au 31 janvier 2009 (385 M\$ au 31 octobre 2008) du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a confirmé son intention de remplacer les PCGR du Canada par les normes IFRS. La CIBC adoptera la

présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et présentera les données à des fins de comparaison pour l'exercice ouvert le 1^{er} novembre 2010.

Le projet de transition aux IFRS de la CIBC se poursuit avec la mise en place d'une infrastructure formelle de gouvernance et d'un plan de transition. À ce stade-ci, il est encore trop tôt pour nous prononcer sur l'incidence financière prévue qu'aura la transition aux IFRS sur le bilan et sur les résultats d'exploitation courants puisque des modifications aux normes comptables sont prévues avant la transition aux IFRS.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 30 avril 2009, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la Securities and Exchange Commission (SEC) et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 30 avril 2009, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Table des matières

47	Bilan consolidé
48	État des résultats consolidé
49	État de l'évolution des capitaux propres consolidé
50	État du résultat étendu consolidé
51	État des flux de trésorerie consolidé
52	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

52	Note 1 -	Modification des conventions comptables	56	Note 6 -	Capital-actions
52	Note 2 -	Juste valeur des instruments financiers	57	Note 7 -	Titres de Capital Trust
54	Note 3 -	Valeurs mobilières	58	Note 8 -	Garants financiers
54	Note 4 -	Provision pour pertes sur créances	58	Note 9 -	Impôts sur les bénéfices
55	Note 5 -	Titrisations et entités à détenteurs de droits variables	58	Note 10 -	Salaires et avantages sociaux
			59	Note 11 -	Résultat par action
			59	Note 12 -	Cautionnements
			60	Note 13 -	Informations sectorielles

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	2 068 \$	1 558 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	6 233	7 401
Valeurs mobilières (note 3)		
Compte de négociation	13 477	37 244
Disponibles à la vente	36 446	13 302
Désignées à la juste valeur	29 352	21 861
Détenues jusqu'à l'échéance	6 947	6 764
	86 222	79 171
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32 674	35 596
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	75 926	90 695
Particuliers	33 211	32 124
Cartes de crédit	10 618	10 829
Entreprises et gouvernements	35 450	39 273
Provision pour pertes sur créances (note 4)	(1 693)	(1 446)
	153 512	171 475
Divers		
Instruments dérivés	34 048	28 644
Engagements de clients en vertu d'acceptations	9 450	8 848
Terrains, bâtiments et matériel	1 653	1 623
Écart d'acquisition	2 099	2 100
Logiciels et autres actifs incorporels	695	812
Autres actifs (note 9)	18 709	16 702
	66 654	58 729
	347 363 \$	353 930 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	103 788 \$	99 477 \$
Entreprises et gouvernements (note 7)	109 080	117 772
Banques	9 044	15 703
	221 912	232 952
Divers		
Instruments dérivés	38 094	32 742
Acceptations	9 529	8 848
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	7 368	6 924
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	34 689	38 023
Autres passifs	14 567	13 167
	104 247	99 704
Titres secondaires	6 612	6 658
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	175	185
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 6)	3 156	2 631
Actions ordinaires (note 6)	6 090	6 062
Actions autodétenues	1	1
Surplus d'apport	104	96
Bénéfices non répartis	4 826	5 483
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(360)	(442)
	13 817	13 831
	347 363 \$	353 930 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu d'intérêts					
Prêts	1 637 \$	1 908 \$	2 310 \$	3 545 \$	4 892 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	86	171	419	257	948
Valeurs mobilières	480	662	697	1 142	1 361
Dépôts auprès d'autres banques	18	54	192	72	422
	2 221	2 795	3 618	5 016	7 623
Frais d'intérêts					
Dépôts	694	1 040	1 747	1 734	3 955
Autres passifs	194	350	452	544	1 015
Titres secondaires	52	64	62	116	134
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8	16	16
	948	1 462	2 269	2 410	5 120
Revenu net d'intérêts	1 273	1 333	1 349	2 606	2 503
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	112	102	88	214	264
Honoraires sur les dépôts et les paiements	188	193	191	381	386
Commissions sur crédit	72	60	56	132	116
Honoraires d'administration de cartes	85	95	67	180	144
Honoraires de gestion de placements et de garde	96	108	131	204	267
Revenu tiré des fonds communs de placement	158	159	204	317	416
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	60	66	63	126	121
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	106	120	133	226	303
Revenu de négociation (note 8)	(440)	(720)	(2 401)	(1 160)	(5 528)
Gains (pertes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	60	148	12	208	(37)
Revenu tiré des valeurs mobilières désignées à la juste valeur	53	44	(18)	97	(47)
Revenu tiré des créances titrisées	137	119	146	256	290
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	243	117	3	360	135
Divers	(42)	78	102	36	272
	888	689	(1 223)	1 577	(2 898)
Total des revenus	2 161	2 022	126	4 183	(395)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	394	284	176	678	348
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux (note 10)	891	932	933	1 823	1 927
Frais d'occupation	155	134	142	289	287
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	251	245	265	496	527
Communications	76	68	72	144	146
Publicité et expansion des affaires	45	47	58	92	111
Honoraires	42	40	61	82	112
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	30	30	35	60	60
Divers	149	157	222	306	379
	1 639	1 653	1 788	3 292	3 549
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	128	85	(1 838)	213	(4 292)
Charge (économie) d'impôts	174	(67)	(731)	107	(1 733)
	(46)	152	(1 107)	106	(2 559)
Participations sans contrôle	5	5	4	10	8
(Perte nette) bénéfice net	(51) \$	147 \$	(1 111) \$	96 \$	(2 567) \$
(Perte) bénéfice par action (en dollars) (note 11)					
- de base	(0,24) \$	0,29 \$	(3,00) \$	0,05 \$	(7,31) \$
- dilué(e)	(0,24) \$	0,29 \$	(3,00) \$	0,05 \$	(7,31) \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,87 \$	1,74 \$	1,74 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	2 631 \$	2 631 \$	2 331 \$	2 631 \$	2 331 \$
Émission d'actions privilégiées	525	-	-	525	-
Solde à la fin de la période	3 156 \$	2 631 \$	2 331 \$	3 156 \$	2 331 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	6 074 \$	6 062 \$	6 049 \$	6 062 \$	3 133 \$
Émission d'actions ordinaires	16	12	8	28	2 956
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	-	-	(1)	-	(33)
Solde à la fin de la période	6 090 \$	6 074 \$	6 056 \$	6 090 \$	6 056 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	-	1 \$	12 \$	1 \$	4 \$
Achats	(2 059)	(1 955)	(2 147)	(4 014)	(5 106)
Ventes	2 060	1 954	2 143	4 014	5 110
Solde à la fin de la période	1 \$	- \$	8 \$	1 \$	8 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	100 \$	96 \$	86 \$	96 \$	96 \$
Charge au titre des options sur actions	3	4	2	7	5
Options sur actions exercées	-	-	-	-	(1)
Prime nette (escompte net) sur les actions autodétenues	1	1	3	2	(11)
Divers	-	(1)	(1)	(1)	1
Solde à la fin de la période	104 \$	100 \$	90 \$	104 \$	90 \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 257 \$	5 483 \$	7 174 \$	5 483 \$	9 017 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	(6) ¹	-	(6) ¹	(66) ²
Solde au début de la période, après retraitement	5 257	5 477	7 174	5 477	8 951
Bénéfice net (perte nette)	(51)	147	(1 111)	96	(2 567)
Dividendes					
Actions privilégiées	(39)	(36)	(30)	(75)	(60)
Actions ordinaires	(331)	(332)	(332)	(663)	(623)
Divers	(10)	1	(2)	(9)	(2)
Solde à la fin de la période	4 826 \$	5 257 \$	5 699 \$	4 826 \$	5 699 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Solde au début de la période	(390) \$	(442) \$	(849) \$	(442) \$	(1 092) \$
Autres éléments du résultat étendu	30	52	42	82	285
Solde à la fin de la période	(360) \$	(390) \$	(807) \$	(360) \$	(807) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	4 466 \$	4 867 \$	4 892 \$	4 466 \$	4 892 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 817 \$	13 672 \$	13 377 \$	13 817 \$	13 377 \$

- 1) Représente l'incidence de la modification de la date de mesure au titre des avantages sociaux futurs. Pour plus de précision
 2) Représente l'incidence de l'adoption de l'abrégié modifié du Comité sur les problèmes nouveaux 46 de l'Institut Canadien des

ns, se reporter à la note 10.

Comptables Agréés, Baux adossés .

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Bénéfice net (perte nette)	(51) \$	147 \$	(1 111) \$	96 \$	(2 567) \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Écart de conversion					
Gains nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	109	26	2	135	975
(Pertes nettes) gains nets sur opérations de couverture de risque de change	(128)	3	25	(125)	(721)
	(19)	29	27	10	254
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents (pertes latentes) sur les valeurs disponibles à la vente, montant net	168	87	83	255	62
Reclassement de (gains nets) pertes nettes en résultat net	(119)	(62)	(65)	(181)	41
	49	25	18	74	103
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
(Pertes nettes) gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(1)	(4)	(5)	(5)	(41)
Pertes nettes (gains nets) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	1	2	2	3	(31)
	-	(2)	(3)	(2)	(72)
Total des autres éléments du résultat étendu	30	52	42	82	285
Résultat étendu	(21) \$	199 \$	(1 069) \$	178 \$	(2 282) \$

(CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Écart de conversion					
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	10 \$	(7) \$	- \$	3 \$	(3) \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	117	(15)	(41)	102	333
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
(Gains latents) pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(102)	(56)	(50)	(158)	(35)
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net	55	30	41	85	(48)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1	3	1	4	21
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	(1)	(1)	(2)	(2)	16
	80 \$	(46) \$	(51) \$	34 \$	284 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	(51) \$	147 \$	(1 111) \$	96 \$	(2 567) \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	394	284	176	678	348
Amortissement ¹	100	103	61	203	123
Rémunération à base d'actions	-	(3)	2	(3)	(17)
Impôts futurs	(98)	(130)	(765)	(228)	(818)
(Gains) pertes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(60)	(148)	(12)	(208)	37
(Gains) pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	3	(1)	(1)	2	(1)
Autres éléments hors caisse, montant net	(131)	(8)	(13)	(139)	53
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	95	134	32	229	136
Intérêts courus à payer	(40)	(92)	(93)	(132)	(117)
Montants à recevoir sur contrats de dérivés	136	(5 196)	(79)	(5 060)	584
Montants à payer sur contrats de dérivés	(1 062)	5 345	(82)	4 283	(1 036)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	2 880	21 031	3 469	23 911	3 883
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	(7 554)	63	(1 321)	(7 491)	(5 294)
Variation nette des autres instruments financiers désignés à la juste valeur	3 263	4 083	(83)	7 346	(664)
Impôts exigibles	1 499	87	(74)	1 586	(1 868)
Divers, montant net	(3 029)	(236)	218	(3 265)	(3 561)
	(3 655)	25 463	324	21 808	(10 779)
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	(7 151)	(9 304)	(1 643)	(16 455)	7 201
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	818	(1 054)	648	(236)	(2 428)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	(3 452)	118	(2 825)	(3 334)	(2 414)
Remboursement/rachat de titres secondaires	(77)	-	(89)	(77)	(339)
Émission d'actions privilégiées	525	-	-	525	-
Émission d'actions ordinaires, montant net	16	12	7	28	2 923
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	1	(1)	(4)	-	4
Dividendes	(370)	(368)	(362)	(738)	(683)
Divers, montant net	617	87	223	704	(222)
	(9 073)	(10 510)	(4 045)	(19 583)	4 042
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	2 076	(908)	4 570	1 168	340
Prêts, déduction faite des remboursements	4 661	(1 787)	(4 694)	2 874	(6 741)
Produit des titrisations	6 525	7 610	933	14 135	3 183
Achat de valeurs disponibles à la vente / valeurs détenues jusqu'à l'échéance	(22 849)	(28 725)	(3 286)	(51 574)	(5 210)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente / valeurs détenues jusqu'à l'échéance	8 215	5 161	1 944	13 376	7 814
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente / valeurs détenues jusqu'à l'échéance	14 376	1 155	1 288	15 531	6 229
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	579	2 343	2 455	2 922	850
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(108)	(35)	(21)	(143)	(64)
	13 475	(15 186)	3 189	(1 711)	6 401
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(12)	8	1	(4)	21
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	735	(225)	(531)	510	(315)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 333	1 558	1 673	1 558	1 457
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	2 068 \$	1 333 \$	1 142 \$	2 068 \$	1 142 \$
Intérêts versés au comptant	988 \$	1 554 \$	2 362 \$	2 542 \$	5 237 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés au comptant	(1 227) \$	(25) \$	107 \$	(1 252) \$	953 \$

- 1) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et d'autres actifs incorporels.
- 2) Comprend les valeurs mobilières d'abord acquises à titre de valeurs du compte de négociation puis reclassées à titre de valeurs détenues jusqu'à l'échéance et de valeurs disponibles à la vente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la CIBC) ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, figurant aux pages 94 à 155 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

1. Modification des conventions comptables

Actifs incorporels

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », en remplacement du chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et du chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

L'adoption de cette norme n'a entraîné aucune modification dans la constatation de nos écarts d'acquisition et de nos actifs incorporels. Toutefois, nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application d'une valeur comptable nette de 374 M\$ au 31 janvier 2009 (385 M\$ au 31 octobre 2008) du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

2. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2008.

Méthode et sensibilité

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données observables autres que du marché servent à certains instruments financiers, y compris nos positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et certaines positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de

remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (éléments que nous considérons tous comme des données observables autres que du marché), servent principalement à l'évaluation de ces positions.

Nous examinons aussi la nécessité d'un rajustement de valeur du crédit pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Nos rajustements de valeur du crédit reposent sur les écarts de taux observables sur le marché pour chacune des contreparties, ou des données de remplacement d'une qualité de crédit comparable lorsque des écarts de taux observables n'existent pas, ou lorsque les écarts de taux observables sont considérés comme n'étant pas représentatifs d'un marché actif.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait, pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, une perte d'environ 3 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et 66 M\$ dans notre portefeuille de titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, à l'exclusion de nos positions non couvertes détenues jusqu'à l'échéance et compte non tenu de notre accord avec Cerberus Capital Management LP (Cerberus).

Une réduction de 10 % de l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan autres que celles classées comme détenues jusqu'à l'échéance et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la juste valeur (avant les rajustements de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit dans nos positions de crédit structuré couvertes entraîneraient une perte nette d'environ 252 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, compte non tenu de la protection de Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, des garants financiers entraînerait une perte nette d'environ 247 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, la perte totale nette constatée dans l'état des résultats consolidé liée aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres du marché non observables, s'est élevée à 338 M\$ (1 148 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Option de la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient autrement été comptabilisés aux résultats au coût après amortissement, entraînant ainsi des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur, ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation documentée, et communiqués au personnel de la direction clé.

La juste valeur des actifs désignés à la juste valeur et celle des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) étaient de respectivement 29 575 M\$ et 11 763 M\$ au 30 avril 2009 (22 867 M\$ et 6 388 M\$ au 31 octobre 2008). Les éléments désignés à la juste valeur et les couvertures connexes ont entraîné un bénéfice net de 120 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 (216 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

L'incidence des changements dans les écarts de taux des prêts désignés à la juste valeur correspondait à une perte brute de 20 M\$ au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 (68 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009) et à une perte de 0,4 M\$ au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 (16 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009), déduction faite des couvertures de risque de crédit.

L'incidence du risque de crédit de la CIBC sur les passifs en cours désignés à la juste valeur a pris la forme d'une perte de 12 M\$ au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 (14 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

3. Valeurs mobilières

Reclassement des instruments financiers

En vertu des changements apportés en octobre 2008 aux chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », il est permis, dans de rares circonstances, que certains actifs financiers du compte de négociation soient reclassés comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. Nous n'avons pas reclassé de titres au cours du trimestre considéré.

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables, les justes valeurs ainsi que les bénéfices et les pertes propres aux actifs reclassés jusqu'à ce jour.

En millions de dollars, au	30 avril 2009		31 octobre 2008	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Reclassements antérieurs				
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance	5 631 \$	6 659 \$	6 135 \$	6 764 \$
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs disponibles à la vente	1 122	1 122	1 078	1 078
Total des actifs financiers reclassés	6 753 \$	7 781 \$	7 213 \$	7 842 \$
	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
En millions de dollars	30 avril 2009		31 janv. 2009	
Bénéfice (perte) constaté(e) sur valeurs mobilières reclassées				
Bénéfice brut constaté dans l'état des résultats	71 \$	124 \$		195 \$
Réductions de valeur	(55)	-		(55)
Frais d'intérêts liés au financement	(36)	(44)		(80)
(Perte nette) bénéfice net constaté(e), avant impôts sur les bénéfices	(20)	80		60
Incidence si le reclassement n'avait pas eu lieu				
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance	77	322		399
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs disponibles à la vente	(37)	26		(11)
Diminution (augmentation) des bénéfices, avant impôts sur les bénéfices	40 \$	348 \$		388 \$

4. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	30 avril 2009			31 janv. 2009		30 avril 2008		30 avril 2009		30 avril 2008	
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale		
Solde au début de la période	701 \$	926 \$	1 627 \$	1 523 \$	1 469 \$	1 523 \$	1 443 \$	678	348		
Dotation à la provision pour pertes sur créances	329	65	394	284	176	(497)	(389)	66	57		
Radiations	(269)	-	(269)	(228)	(202)	-	-	(2)	9		
Recouvrements	22	-	22	44	26	-	-	-	-		
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	3	(3)	-	-	-	(2)	9	-	-		
Divers	(6)	-	(6)	4	(1)	-	-	-	-		
Solde à la fin de la période	780 \$	988 \$	1 768 \$	1 627 \$	1 468 \$	1 768 \$	1 468 \$	1 693 \$	1 384 \$		
Se composent de ce qui suit :											
Prêts	780 \$	913 \$	1 693 \$	1 551 \$	1 384 \$	1 693 \$	1 384 \$	75	84		
Facilités de crédit inutilisées	-	75	75	76	84	75	84	-	-		

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

5. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations (prêts hypothécaires à l'habitation)

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation à taux fixe et à taux variable garantis par la création de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du programme d'Obligations hypothécaires du Canada et du processus plus récent d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. Nous titrisons également des actifs hypothécaires pour une structure d'accueil admissible qui détient des prêts hypothécaires canadiens. Le total des actifs de la structure d'accueil admissible au 30 avril 2009 s'établissait à 757 M\$ (634 M\$ au 31 octobre 2008), dont 321 M\$ (171 M\$ au 31 octobre 2008) représentent les prêts hypothécaires de premier ordre garantis et les 436 M\$ restants (463 M\$ au 31 octobre 2008) constituent les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt A non garantis. Nous détenons également un montant additionnel de 63 M\$ (15 M\$ au 31 octobre 2008) dans les stocks aux fins de titrisation. Les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt A ne respectent pas les critères de prêt traditionnels pour être admissibles aux taux préférentiel en raison de leur historique limité de crédit ou de problèmes de crédit découlant d'événements isolés précis, mais qui ont un profil de crédit solide et un taux moyen de perte de 20 points de base au cours des cinq dernières années et un ratio prêt-garantie moyen de 75 %.

À la vente de ces créances titrisées, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Titrisés	14 405 \$	7 864 \$	2 663 \$	22 269 \$	8 971 \$
Vendus	6 567	7 601	937	14 168	3 209
Produit net au comptant	6 525	7 610	933	14 135	3 183
Droits conservés	350	386	20	736	68
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	47	(6)	9	41	23
Hypothèses sur les droits conservés (en %)					
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,6	3,4	4,0	3,5	3,8
Taux de remboursement anticipé / taux de remboursement	12,0 - 20,0	13,0 - 24,0	11,0 - 35,0	12,0 - 24,0	11,0 - 36,0
Taux d'actualisation	1,7 - 8,8	1,4 - 7,5	2,9 - 3,6	1,4 - 8,8	2,9 - 4,6
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,2	0,0 - 0,2	0,0 - 0,1	0,0 - 0,2	0,0 - 0,1

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

EDDV consolidées

Comme il est mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2008, nous étions considérés comme le principal bénéficiaire de certaines EDDV, et avons consolidé des actifs et des passifs totalisant environ 1 200 M\$ en date du 30 avril 2009 (109 M\$ au 31 octobre 2008).

Au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons fait l'acquisition de la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust, un fonds multicédants soutenu par la CIBC. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation au bilan consolidé de 508 M\$ au titre des créances liées au financement de stocks des détaillants, de 481 M\$ au titre des contrats de location de voitures et d'autres actifs au 30 avril 2009.

Le tableau ci-dessous présente plus de précisions sur les actifs sur lesquels s'appuient les obligations des EDDV consolidées.

En millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Encaisse	65 \$	- \$
Valeurs du compte de négociation	-	34
Valeurs disponibles à la vente	80	60
Prêts hypothécaires à l'habitation	63	15
Autres actifs	992	-
	1 200 \$	109 \$

EDDV dans lesquelles nous détenons des droits importants qui ne sont pas consolidées

Nous détenons des droits importants dans des EDDV pour lesquelles nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire et, par conséquent, nous ne les consolidons pas. Nous pouvons fournir à ces EDDV des facilités de liquidité, détenir leurs effets ou agir comme contrepartie à des contrats de dérivés. Ces EDDV comprennent plusieurs fonds multicédants au Canada que nous gérons et des titres adossés à des créances avec flux groupés pour lesquels nous sommes les agents de structuration et de placement et pour lesquels nous pouvons gérer les biens donnés en garantie au nom des investisseurs.

Les valeurs émises par les entités incorporées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae) et la Student Loan Marketing Association (Sally Mae) font partie des participations qui ne sont pas jugées importantes dans les entités.

De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier

commercial émis par ces fonds multicédants. Au 30 avril 2009, les investissements directs dans du papier commercial émis par les fonds multicédants que nous soutenons se sont élevés à 8 M\$ (729 M\$ au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas considérés comme

le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants. Au 30 avril 2009, notre risque maximal de perte lié aux fonds multicédants soutenus par la CIBC s'élevait à 5,6 G\$ (8,7 G\$ au 31 octobre 2008).

Le risque maximal de perte, soit des montants présentés déduction faite des couvertures, comprend la juste valeur des investissements, le montant nominal de référence des facilités de liquidité et des facilités de crédit, les montants nominaux de référence déduction faite du cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus sur les actifs de référence d'EDDV, et la juste valeur positive liée à tous les autres contrats de dérivés avec des EDDV. Les positions couvertes exclues totalisent 24,1 G\$ (25,8 G\$ au 31 octobre 2008).

En milliards de dollars, au	30 avril 2009		31 octobre 2008	
	Total de l'actif	Risque maximal de perte	Total de l'actif	Risque maximal de perte
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	6,0 \$	5,6 \$	10,1 \$	8,7 \$
Entités émettrices de TAC avec flux groupés structurés par la CIBC	1,1	-	1,1	-
Entités structurées par des tiers	6,1	0,9	7,2	1,5

Au cours du trimestre, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A d'un capital de 1,3 G\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B d'un capital de 300 M\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108, qui sont admissibles au titre des fonds propres réglementaires de première catégorie. La fiducie est une EDDV qui n'est pas consolidée puisque nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire.

6. Capital-actions

Actions ordinaires

Au cours du premier trimestre, nous avons émis 0,3 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 12 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons émis 0,4 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 16 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Actions privilégiées

Le 4 février 2009, nous avons émis 13 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, à taux rajusté à 6,5 %, série 35, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un produit net de 319 M\$.

Le 6 mars 2009, nous avons émis 8 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, à taux rajusté à 6,5 %, série 37, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un produit net de 196 M\$.

Ratios et fonds propres réglementaires

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant.

En millions de dollars, au	30 avril 2009	31 oct. 2008
Fonds propres de première catégorie	13 732 \$	12 365 \$
Total des fonds propres réglementaires	19 031	18 129
Actif pondéré en fonction du risque	119 561	117 946
Ratio des fonds propres de première catégorie	11,5 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	15,9 %	15,4 %
Ratio actif/fonds propres	16,6x	17,9x

7. Titres de Capital Trust

Le 13 mars 2009, CIBC Capital Trust (la fiducie), filiale en propriété exclusive de la CIBC créée sous le régime des lois de la province d'Ontario, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A d'un capital de 1 300 M\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B d'un capital de 300 M\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108 (collectivement, les billets). La fiducie a utilisé le produit pour acheter des billets de dépôt de premier rang de la CIBC. La fiducie est une EDDV qui n'est pas consolidée par la CIBC; les billets émis par la fiducie ne sont donc pas comptabilisés au bilan consolidé. Les billets de dépôt de premier rang émis à la fiducie sont constatés comme des dépôts aux entreprises et aux gouvernements au bilan consolidé.

Les billets sont structurés de façon à être admissibles au traitement en tant que fonds propres réglementaires de première catégorie et, à ce titre, comportent des caractéristiques analogues à celles des titres de participation, y compris le report de l'intérêt en espèces dans certaines circonstances (les cas de report). Si un cas de report survient, les porteurs de billets seront tenus d'investir l'intérêt payé sur ceux-ci dans des actions privilégiées perpétuelles de la CIBC. Si la fiducie ne verse pas les paiements d'intérêts semestriels sur les billets en entier, nous ne déclarerons aucun dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires pendant une période précise.

De plus, les billets seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées perpétuelles de la CIBC si l'un des événements suivants se produit : i) les procédures sont amorcées pour notre liquidation; ii) le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a pris le contrôle de la CIBC ou de ses actifs; iii) nous sommes d'avis ou le BSIF est d'avis que notre ratio de fonds propres de première catégorie est inférieur à 5 % ou que notre ratio du total des fonds propres est inférieur à 8 %; ou iv) le BSIF nous enjoint, aux termes de la *Loi sur les banques*, d'augmenter nos fonds propres ou d'obtenir des liquidités supplémentaires et nous choisissons de procéder à l'échange automatique, ou nous ne nous conformons pas à cette directive. Après l'échange automatique, les porteurs de billets cesseront d'avoir quelque droit ou réclamation à l'égard de l'intérêt ou du capital contre la fiducie.

Les billets de catégorie 1 de la CIBC, série A porteront intérêt à un taux de 9,976 %, versé semestriellement, jusqu'au 30 juin 2019. Le 30 juin 2019 et à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite, le taux d'intérêt sur les billets de catégorie 1 de la CIBC, série A sera rajusté au taux correspondant au rendement des obligations du Canada de cinq ans, majoré de 10,425 %. Les billets de catégorie 1 de la CIBC, série B porteront intérêt à un taux de 10,25 %, versé semestriellement, jusqu'au 30 juin 2039. Le 30 juin 2039 et à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite, le taux d'intérêt sur les billets de catégorie 1 de la CIBC, série B sera rajusté au taux correspondant au rendement des obligations du Canada de cinq ans, majoré de 9,878 %.

Selon les lignes directrices du BSIF, les instruments de fonds propres novateurs peuvent comprendre jusqu'à 15 % de fonds propres de première catégorie nets et 5 % additionnel admissible au titre des fonds propres de deuxième catégorie. Au 30 avril 2009, une tranche de 1 589 M\$ représente les fonds propres de première catégorie et est présentée déduction faite d'une tranche de 7 M\$ de billets de catégorie 1, série A et de 4 M\$ de billets de catégorie 1, série B détenus à des fins de négociation.

Le tableau ci-dessous présente les principales modalités des billets au 30 avril 2009 :

30 avril 2009						
En millions de dollars						
Émission	Date d'émission	Date de versement des intérêts	Rendement annuel	Date de remboursement la plus proche		Capital
				Le plus élevé entre le rendement des obligations du Canada ¹ et la valeur nominale		
				À la valeur nominale	À la valeur nominale	
CIBC Capital Trust						
1 300 \$ de billets de catégorie 1, série A	13 mars 2009	30 juin, 31 décembre	9,976 %	30 juin 2014	30 juin 2019	1 300 \$
300 \$ de billets de catégorie 1, série B	13 mars 2009	30 juin, 31 décembre	10,25 %	30 juin 2014	30 juin 2039	300 \$

1) Rendement des obligations du Canada : prix calculé au moment du rachat (autre que la date d'ajustement du taux d'intérêt prévue pour les séries) visant à offrir un rendement à l'échéance équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada d'une échéance équivalente, majoré i) dans le cas des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A, a) de 1,735 % si la date de rachat précède le 30 juin 2019, ou b) de 3,475 % si la date de rachat est le 30 juin 2019 ou après cette date, et ii) dans le cas des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B, a) de 1,645 % si la date de rachat précède le 30 juin 2039, ou b) de 3,29 % si la date de rachat est le 30 juin 2039 ou après cette date.

Sous réserve de l'approbation du BSIF, la fiducie peut, en tout ou en partie, aux dates de rachat précisées ci-dessus, et à toute date par la suite, racheter les billets de catégorie 1 de la CIBC, série A ou série B sans le consentement des porteurs. De plus, sous réserve de l'approbation du BSIF, la fiducie peut racheter la totalité, mais non une partie, des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A ou série B avant la date de rachat la plus rapprochée précisée ci-dessus sans le consentement des porteurs, à la survenance d'un cas réglementaire ou d'un cas fiscal.

8. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats de dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons constaté un montant de 657 M\$ (1 293 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009) à l'égard des contrats de couverture des garants financiers dans le revenu tiré des activités de négociation. Les rajustements de valeur de ces contrats ont atteint 5,1 G\$ au 30 avril 2009 (4,6 G\$ au 31 octobre 2008). La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès de garants financiers s'est établie à 2,5 G\$ au 30 avril 2009 (2,3 G\$ au 31 octobre 2008), déduction faite des rajustements de valeur.

Au cours du trimestre, nous avons résilié nos positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur nominale de 181 M\$ et avons dénoué les positions connexes dans les dérivés de crédit souscrits d'un montant équivalent auprès d'un garant financier, sans incidence sur nos résultats pour le trimestre. Au cours du premier trimestre, nous avons racheté des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier pour une contrepartie de 120 M\$ sans incidence notable sur nos résultats.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le

10. Salaires et avantages sociaux

Rémunération à base d'actions

L'incidence de la variation du cours de l'action de la CIBC sur la rémunération à base d'actions réglée au comptant en vertu du programme d'octroi d'actions subalternes et du programme d'unités d'actions au rendement est couverte au moyen de dérivés. Les gains et pertes sur ces dérivés sont constatés au poste Salaires et avantages sociaux de l'état des résultats consolidé. Au cours du trimestre, nous avons constaté des gains de 20 M\$ (pertes de 1 M\$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 et gains de 19 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009) à l'état des résultats consolidé et des gains de 10 M\$ (pertes de 4 M\$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 et gains de 6 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2009) dans le résultat étendu.

Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Régimes de retraite à prestations déterminées¹					
Régimes de retraite	20 \$	20 \$	38 \$	40 \$	76 \$
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	9	10	13	19	21
	29 \$	30 \$	51 \$	59 \$	97 \$
Régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	3 \$	4 \$	6 \$	8 \$
Régimes de retraite d'État ²	18	20	23	38	44
	21 \$	23 \$	27 \$	44 \$	52 \$

- 1) À compter du 1^{er} novembre 2008, nous avons choisi de modifier la date d'évaluation de nos obligations au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées des employés pour la faire passer du 30 septembre au 31 octobre. Ce changement fait coïncider la date d'évaluation avec la fin de notre exercice et n'a eu aucune incidence sur l'état des résultats consolidé du trimestre.
- 2) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des É.-U.

jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

9. Impôts sur les bénéfices

Au 30 avril 2009, notre actif d'impôts futurs était de 1 989 M\$ (1 822 M\$ au 31 octobre 2008), déduction faite de la provision pour moins-value de 62 M\$ (62 M\$ au 31 octobre 2008). L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 1 226 M\$ au 30 avril 2009 (1 260 M\$ au 31 octobre 2008) qui viennent à échéance dans 20 ans, un montant de 75 M\$ au 30 avril 2009 (75 M\$ au 31 octobre 2008) lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 477 M\$ au 30 avril 2009 (296 M\$ au 31 octobre 2008) lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

11. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2009	31 janv. 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Résultat de base par action					
(Perte nette) bénéfice net	(51) \$	147 \$	(1 111) \$	96 \$	(2 567) \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(39)	(36)	(30)	(75)	(60)
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	(90) \$	111 \$	(1 141) \$	21 \$	(2 627) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	381 410	380 911	380 754	381 156	359 512
Résultat de base par action	(0,24) \$	0,29 \$	(3,00) \$	0,05 \$	(7,31) \$
Résultat dilué par action					
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	(90) \$	111 \$	(1 141) \$	21 \$	(2 627) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	381 410	380 911	380 754	381 156	359 512
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	369	513	1 623	443	1 854
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	381 779	381 424	382 377	381 599	361 366
Résultat dilué par action ³	(0,24) \$	0,29 \$	(3,00) \$	0,05 \$	(7,31) \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 4 845 876 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 64,67 \$, du nombre moyen de 4 506 016 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 65,94 \$ et du nombre moyen de 2 128 531 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 79,50 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 30 avril 2009, le 31 janvier 2009 et le 30 avril 2008, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.
- 3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

12. Cautionnements

En millions de dollars, au	30 avril 2009		31 oct. 2008	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	35 241 \$	- \$	36 152 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	5 879	16	6 249	14
Dérivés de crédit				
Options vendues	26 535	6 073	32 717	6 877
Protection vendue relativement aux swaps	3 906	269	3 892	256
Autres options vendues sur contrats de dérivés	- ³	4 560	- ³	4 334
Autres contrats d'indemnisation	- ³	-	- ³	-

- 1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 38,3 G\$ (39,3 G\$ au 31 octobre 2008).
- 2) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.
- 3) Pour plus de précisions, consulter la description, à la page 143 des états financiers consolidés de 2008.

13. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures a été retraitée. En outre, nous avons transféré le revenu tiré du contrat de sous-location de nos installations de New York et les coûts d'exploitation connexes de services bancaires de gros vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 233 \$	124 \$	(84) \$	1 273 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 018	(365)	235	888
	Revenu intersectoriel¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 252	(241)	150	2 161
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	403	46	(55)	394
	Amortissement²	31	1	68	100
	Frais autres que d'intérêts	1 273	246	20	1 539
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	545	(534)	117	128
	Charge (économie) d'impôts	150	(161)	185	174
	Participations sans contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	390 \$	(373) \$	(68) \$	(51) \$
	Actif moyen³	285 986 \$	89 971 \$	(22 138) \$	353 819 \$
31 janv. 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 291 \$	78 \$	(36) \$	1 333 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 124	(446)	11	689
	Revenu intersectoriel ¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 416	(368)	(26)	2 022
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	327	19	(62)	284
	Amortissement ²	35	2	66	103
	Frais autres que d'intérêts	1 270	265	15	1 550
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	784	(654)	(45)	85
	Charge (économie) d'impôts	217	(241)	(43)	(67)
	Participations sans contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	562 \$	(413) \$	(2) \$	147 \$
	Actif moyen ³	292 724 \$	97 316 \$	(20 791) \$	369 249 \$
30 avril 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 397 \$	17 \$	(65) \$	1 349 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	885	(2 183)	75	(1 223)
	Revenu intersectoriel ¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	2 284	(2 166)	8	126
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	209	2	(35)	176
	Amortissement ²	28	3	30	61
	Frais autres que d'intérêts	1 352	355	20	1 727
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	695	(2 526)	(7)	(1 838)
	Charge (économie) d'impôts	177	(891)	(17)	(731)
	Participations sans contrôle	2	2	-	4
	Bénéfice net (perte nette)	516 \$	(1 637) \$	10 \$	(1 111) \$
	Actif moyen ³	261 369 \$	104 210 \$	(16 574) \$	349 005 \$

En millions de dollars, semestre terminé le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 524 \$	202 \$	(120) \$	2 606 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	2 142	(811)	246	1 577
	Revenu intersectoriel¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	4 668	(609)	124	4 183
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	730	65	(117)	678
	Amortissement²	66	3	134	203
	Frais autres que d'intérêts	2 543	511	35	3 089
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 329	(1 188)	72	213
	Charge (économie) d'impôts	367	(402)	142	107
	Participations sans contrôle	10	-	-	10
	Bénéfice net (perte nette)	952 \$	(786) \$	(70) \$	96 \$
	Actif moyen³	289 411 \$	93 705 \$	(21 454) \$	361 662 \$
30 avril 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 781 \$	(147) \$	(131) \$	2 503 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 910	(4 976)	168	(2 898)
	Revenu intersectoriel ¹	3	-	(3)	-
	Total des revenus	4 694	(5 123)	34	(395)
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	398	19	(69)	348
	Amortissement ²	56	8	59	123
	Frais autres que d'intérêts	2 677	701	48	3 426
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 563	(5 851)	(4)	(4 292)
	Charge (économie) d'impôts	381	(2 057)	(57)	(1 733)
	Participations sans contrôle	6	2	-	8
	Bénéfice net (perte nette)	1 176 \$	(3 796) \$	53 \$	(2 567) \$
	Actif moyen ³	258 280 \$	106 167 \$	(17 705) \$	346 742 \$

- 1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.
- 2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels à durée de vie limitée.
- 3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.